

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA LOI
SUR LA
Journée de Huit heures

DE QUELQUES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES

THESE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 28 Février 1921, à 14 heures 30

PAR

LÉON PASQUIER

*Secrétaire général de la Chambre syndicale des Industries
métallurgiques du Rhône*

LYON

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS LEGENDRE

14, rue Bellecordière, 14

1921

Thèse
Lyon
1921.

87296.

LA LOI

SUR LA

Journée de Huit heures

DE QUELQUES CONSEQUENCES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA

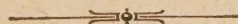
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 28 Février 1921, à 14 heures 30

PAR

LÉON PASQUIER

*Secrétaire général de la Chambre syndicale des Industries
métallurgiques du Rhône*



LYON

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS LEGENDRE

14, rue Bellecordière, 14

1921



UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEUR HONORAIRE

MM. APPLETON (Charles), , I. , professeur honoraire.

PROFESSEURS TITULAIRES

MM. JOSSERAND, I. , doyen, professeur de Droit civil.
APPLETON (Jean), , I. , , professeur de Droit administratif.
ANTONNELLI, , I. , professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
BOUVIER E., I. , professeur de Science financière et de Législation française des finances.
BOUVIER-BANGILLON, I. , professeur de Procédure civile.
COHENDY, A. , chargé de Cours de Droit commercial.
GARRAUD, , I. , , Correspondant de l'Institut. Professeur de Droit criminel.
GONNARD, I. , professeur d'Economie politique.
HUVELIN, I. , professeur de Droit romain.
LAMBERT, A. , professeur d'Histoire générale du Droit français.
LAMEIRE, I. , professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, , I. , professeur de Droit civil.
PIC (Paul), I. , O. , professeur de Droit international public et de législation industrielle.
PICARD, A. , professeur de Droit civil.
PERROUD, professeur de procédure civile.

BECQ J., I. , secrétaire de la Faculté.

MEMBRES DU JURY

Président : M. PIC.

Assesseurs : MM. ANTONNELLI, J. APPLETON.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MERE

Hommage d'affection et de reconnaissance

A MA FEMME

A MON FILS

A MON FRERE

A NOS MORTS GLORIEUX

dont le sacrifice nous permet un ordre nouveau.

A MONSIEUR P. PIC

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT,
MON PRÉSIDENT DE THÈSE

A MES MAITRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546427_0059

LA LOI SUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

De quelques Conséquences économiques et sociales

CHAPITRE PREMIER

La Loi de huit heures et ses antécédents

La loi du 23 avril 1919 fixant à 8 heures la durée de la journée de travail dans toutes les entreprises commerciales et industrielles est une des lois les plus importantes par ses conséquences dans l'ordre économique et social qu'ait votées le législateur de la troisième République, dont l'œuvre est si grande dans la législation ouvrière. Elle réalise l'une des revendications ouvrières les plus vivement réclamées depuis si longtemps par des démonstrations périodiques et une propagande retentissante tendant à l'adoption internationale des trois huit.

C'est, en effet, un point très ancien des programmes soutenus par le Parti ouvrier de tous les pays.

Pour en comprendre toute la portée, il faut retenir le caractère international de la réforme tendant à une réglementation unique pour toutes les Nations. de la durée de la journée de travail, constituant ainsi la révolution la plus profonde dans les conditions du travail salarié.

Révolution, ou plutôt réaction contre les idées de non intervention de l'école libérale, réaction même contre les idées des interventionnistes nationaux estimant que les différences de travail des différents pays ne permettaient pas d'établir une réglementation mondiale uniforme. Révolution jusque dans les modalités de préparation de la loi, puisque le législateur se rendant compte de l'importance de la réforme a institué une Commission spéciale composée de représentants patronaux et de représentants ouvriers et toute une procédure de collaboration patronale et ouvrière consécutive à la loi : patrons et ouvriers devenant ainsi les collaborateurs obligatoires du Conseil d'Etat.

Mais un court résumé historique montrant le chemin parcouru est nécessaire pour apprécier comme il convient, les conséquences de la loi du 23 avril 1919, comme aussi pour apprécier, disons-le bien haut au commencement de cette étude, le large esprit de conciliation et de sincérité dont a fait preuve, à des moments difficiles, le Patronat Français tout entier.

Cet historique nous amènera à la loi du 23 avril 1919 dont nous étudierons, spécialement dans les industries métallurgiques, les conséquences ;

Au point de vue international (concurrence).

Au point de vue économique (production et salaires).

Au point de vue social (utilisation des loisirs du travailleur).

Après cette vue d'ensemble sur la loi du 23 avril 1919 qui est d'ordre général, nous arriverons au décret portant règlement d'administration publique pris en vertu de cette loi, et relatif à son application dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux, dont nous étudierons les principales dispositions.

§ I. — HISTORIQUE

C'est Robert Owen qui, le premier, en 1833, posa le principe de la journée de huit heures, en créant la « Société pour la régénération humaine », et la même année une première grève est déclanchée pour l'obtenir par les ouvriers tailleurs de Londres.

Le mouvement qui avait fait grand bruit n'eut pas de lendemain, et c'est en 1856 seulement que les ouvriers maçons de Victoria (Australie) dont beaucoup émigrés d'Angleterre, parvinrent, après une grève à imposer la journée de huit heures, en formulant leurs revendications par les trois principes :

Huit heures de travail.

Huit heures de loisirs.

Huit heures de sommeil.

Dès lors, c'est aux Etats-Unis que le mouvement est le plus intense : en 1866, les organisations ouvrières mettent à l'étude un projet de loi sur la journée de huit heures ; en 1867, deux Etats, l'Illinois et le Connecticut adoptent la journée légale de huit heures. Mais le Congrès de Chicago, en 1884, constatait que c'était lettre morte, la loi n'ayant prévu aucune sanction en cas de refus de ses dispositions, et organisait une grande démonstration pour le 1^{er} mai 1886. Ce jour-là, 5.000 grèves éclataient aux Etats-Unis (1) et nombre d'ouvriers obtenaient la journée de huit heures.

Rapidement le mouvement se généralisa ; et sous la pression des événements, la loi américaine du 1^{er} août 1892 interdisait aux administrations fédérales « d'employer les travailleurs et ouvriers plus de huit heures par jour, sauf en cas de force majeure, sous peine d'emprisonnement ou d'amende ».

C'était la première consécration officielle de la journée légale de huit heures.

Le mouvement ne tarda pas à s'étendre à tous les pays : en France, en 1888, la Fédération Nationale des Syndicats ouvriers mettait la question à l'ordre du jour et le parti socialiste international organisait une grande manifestation le 1^{er} mai 1890, en faveur de la journée de huit heures. Ce fut une manifestation platonique.

Mais sous l'influence des événements, et poussé

(1) *La Journée de huit heures*, par J. CAVAILLÉ (Rivière, éditeur).

par le parti socialiste, le Parlement français entraît délibérément dans la voie de la réglementation du travail et votait successivement la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et la loi du 30 mars 1900 unifiant à dix heures la durée générale de la journée de travail dans les établissements industriels à personnel mixte.

Par ailleurs, la Confédération Générale du Travail créée en 1895, au Congrès de Limoges, voyait croître sans cesse le nombre de ses adhérents et sa force. Par une propagande active et de longue haleine, elle organisait la manifestation du 1^{er} mai 1906, et par ses représentants au Parlement, elle préparait l'opinion publique à la loi de huit heures, en faisant ressortir que c'était là le seul moyen de mettre fin au chômage qu'occasionnaient les progrès du machinisme et une cause de hausse des salaires par « la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers en activité ».

La question venait au Parlement pour la première fois en 1912 : au moment de la discussion du projet de loi tendant à ramener à dix heures la durée légale du travail. M. Vaillant, député, déposait un contre-projet fixant cette durée à huit heures au maximum. La Chambre le repoussait, mais déjà M. J. Godart, rapporteur du projet, déclarait : « la loi de dix heures n'est qu'une étape : la loi de huit heures est éminemment désirable, car elle seule, en ménageant les forces du travailleur, en lui laissant les loisirs nécessaires pour la vie de famille et la vie sociale,

pour son éducation, peut servir utilement les intérêts de l'industrie et du pays et réaliser la justice dans la production » (1).

L'étude de la question subit un temps d'arrêt pendant les hostilités, mais dès l'armistice, novembre 1918, les organisations ouvrières la reprenaient, et en février 1919, aux assises de la Conférence Internationale de Berne, le Comité de Direction inscrivait à l'ordre du jour « la journée de huit heures et quarante-huit heures de travail par semaine ».

En France même, le 28 janvier 1919, MM. Renaudel, Lauche, Voilin et A. Thomas, députés, déposaient un projet de loi tendant à l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures et de la semaine anglaise.

L'article 1^{er} du projet de loi pose le principe de la durée de travail effectif à huit heures.

L'art. 2 décide que « le repos hebdomadaire prescrit par l'art. 33 du liv. II du Code du travail comprendra, en plus du dimanche, l'après-midi du samedi » (2). C'était poser la journée de huit heures et le repos du samedi après-midi comme obligatoires, c'est-à-dire instituer la semaine de quarante-quatre heures.

Le projet était renvoyé à la Commission du Travail pour rapport.

(1) Chambre des Députés. — *Documents parlementaires*, J. O., 1912, p. 1.444.

(2) Annexe au procès-verbal de la première séance du 28 janvier 1919. — *Documents parlementaires*, n° 5.600.

Immédiatement après, la Conférence Syndicale Internationale de Berne mettait à l'ordre du jour de ses discussions (5-9 février 1919) la question de la journée de huit heures et demandait l'incorporation, dans la charte internationale des clauses du travail, par la Société des Nations, du principe que « la durée du travail ne dépassera pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine. L'introduction du repos du samedi sera poursuivie dans tous les pays ».

D'autre part, le Comité National Confédéral de la C.G.T. en France, délibérait sur la question lors de ses réunions des 23 et 24 mars 1919. Les résultats en étaient publiés par toute la presse et connus par des communiqués officiels, où on lisait notamment :

« Le Comité Confédéral National, prenant acte de
« la volonté unanime de la classe ouvrière de con-
« quérir la journée de huit heures, déclare que la
« production ne saurait être diminuée du fait de
« l'application de cette revendication, les progrès
« réalisés permettant une organisation rationnelle
« du travail.

« Il considère, le principe de la journée de huit
« heures étant inscrit dans la charte internationale
« du travail, que la question doit se poser devant
« les Parlements de chaque pays et que ce fait crée
« pour ceux-ci l'obligation de résoudre sans délai
« la revendication formulée (1).

(1) Rapport de M. J. GODART. — *Documents parlementaires*, n° 5980, séance du 10 avril 1919.

C'est dans ces conditions que, le 8 avril 1919, M. Colliard, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, déposait au nom du Président de la République, sur le Bureau de la Chambre, le projet de loi tendant à fixer à huit heures la durée journalière du travail, d'où est sortie la loi du 23 avril 1919.

L'exposé des motifs se reporte d'abord aux déclarations faites par la Commission Internationale du Travail de la Conférence de la Paix, relatives aux clauses à insérer dans le traité de paix, notamment en ce qui concerne les heures de travail, figurant sous l'art. 7, ainsi conçu :

« Limitation des heures de travail dans l'industrie sur la base de huit heures par jour ou de quarante-huit heures par semaine, sauf exception pour les pays dans lesquels les conditions climatiques, le développement rudimentaire de l'organisation industrielle, ou d'autres circonstances spéciales, déterminent une différence notable dans le rendement du travail ».

C'était le rappel de la charte internationale des conditions du travail. Nous verrons comment, au point de vue international, ses prescriptions ont été appliquées.

Mais dans quelles conditions se présentait ce projet de loi ? Nous disions plus haut que la loi avait constitué une révolution profonde comparativement à ce qui s'était fait jusqu'alors.

La guerre et les enseignements, du côté économique et social, qu'elle nous a apportés, ont fait instaurer de nouvelles méthodes pour les conflits entre

employeurs et salariés. Des instructions ministérielles, des règlements, fixaient les clauses des accords à établir entre patrons et ouvriers : le contrôle de la main-d'œuvre militaire intervenait en cas de conflit collectif et mettait sans cesse en présence, pour la fixation des salaires, les organisations patronales et ouvrières, dans la création de commissions mixtes.

Pour le projet de loi sur la journée de huit heures, la même méthode fut appliquée : le projet soumis au Parlement ne fut que le résultat des discussions qui eurent lieu entre les représentants patronaux et les représentants ouvriers. Par un arrêté ministériel du 1^{er} mars 1919, en effet, la Commission des traités internationaux du travail fut complétée par dix représentants patronaux et dix représentants ouvriers des grandes industries françaises, désignés par le Ministre du Travail sur la proposition de leurs grandes organisations respectives.

Cette Commission devait donner son avis sur toutes les questions relatives à l'organisation internationale du travail et qui devaient figurer au traité de paix.

A ce titre, le Ministre du Travail demanda à la Commission d'examiner la question de l'application de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures. En cette occasion, délégués ouvriers et délégués patronaux ont témoigné du plus vif désir d'aboutir, comme le prouvent les déclarations insérées aux procès-verbaux des séances, déclarations, qui du côté ouvrier, n'ont pas toujours

été suivies de bonne foi, par suite de l'obstruction systématique, consécutive à la loi, de la C.G.T. qui a toujours empêché la réalisation des clauses particulières, comme nous l'expliquerons plus loin.

Aussi, dans le parti ouvrier français, l'étonnement fut grand d'apprendre l'adhésion patronale à la réforme. La délégation patronale toutefois, après avoir énergiquement formulé et développé ses objections d'opportunité, prenait position très nettement dès le début en une déclaration dans laquelle on lit notamment :

« L'éventualité de l'adoption de la journée de huit
« heures étant posée en dehors d'eux et en voie de
« réalisation dans plusieurs pays voisins, les mem-
« bres patronaux de la Commission des traités inter-
« nationaux du travail admettent qu'il ne serait ni
« sage d'en ajourner *sine die* l'examen pratique, ni
« patriotique de refuser leur collaboration à l'étude
« des modalités de nature à en atténuer les dangers.

« Les délégués ouvriers ayant exposé que la limi-
« tation de la durée du travail ne nuira pas à la
« production et même l'accroîtra, les délégués pa-
« tronaux en prennent acte et sont prêts à étudier
« les mesures proposées à cet effet et les modalités
« susvisées, lesquelles devront porter entre autres
« points :

« 1°

« 3° Sur les dérogations permanentes...

« 4° Sur les dérogations temporaires... » (1).

(1) Texte de la déclaration patronale. — Travaux préparatoires de la loi. — *Documents parlementaires*, p. 23.

En même temps, les délégués ouvriers déclaraient devoir faciliter l'application de la loi en examinant les délais, les dérogations et, en général, toutes les mesures susceptibles d'apaiser les inquiétudes des industriels (1).

Et le 17 avril 1919, les représentants de la Fédération des Métaux déclaraient « qu'il rentrait bien dans l'esprit des organisations ouvrières que les travailleurs devront sympathiquement s'adapter au développement du machinisme et aux méthodes rationnelles de travail pour que la production retrouve rapidement un équilibre indispensable au bien-être général » (2).

Et ainsi, l'accord étant fait parmi les membres de la Commission, le texte définitif fut déposé sous forme de projet de loi le 8 avril 1919, adopté à l'unanimité le 17 avril par la Chambre, le 23 avril par le Sénat, et la loi était promulguée le 23 avril 1919 au *Journal Officiel*.

A tous ces motifs qui entouraient de toutes garanties la loi à intervenir et qui militaient en faveur de l'adoption d'une étude de la réforme, s'ajoutaient des causes d'un ordre social particulier. Les longues journées de travail fatiguent, épuisent l'ouvrier, le prédisposant ainsi à la maladie, à la tuberculose, qui fait tant de victimes. Il faut de l'air, du repos pour

(1) Séance de la Commission des traités internationaux du 7 avril 1919.

(2) Déclaration insérée au texte de l'accord intervenu entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, et la Fédération des Métaux, le 17 avril 1919 (Voir plus loin).

guérir « la maladie industrielle par excellence : la tuberculose » (1) ; en diminuant la durée de la journée de travail, la santé physique de l'ouvrier y gagnera ; « les longues journées de travail, disait M. Godart, rapporteur de la loi (2), ont fait la clientèle du cabaret où l'ouvrier recherche dans l'alcool le réconfort rapide : la journée de huit heures arrêtera la monstrueuse croissance de l'alcoolisme ». Enfin, la journée de huit heures devait résoudre le grave problème de l'apprentissage : avec la journée de dix heures, il était impossible de demander au jeune apprenti, après dix heures de travail, de suivre des cours d'apprentissage ; la loi de huit heures le permettra.

D'autre part, l'exemple de l'Etat n'était-il pas lui-même un encouragement ? La journée de huit heures était établie depuis 1901 dans les ateliers de fabrication, construction et réparation du matériel, des Postes et Télégraphes à Paris, mesure qui était étendue à tout le personnel ouvrier de province en 1902.

Le Ministère de la Marine, par décision du 15 janvier 1903, appliquait la mesure à tous les arsenaux et établissements hors des ports.

Le Ministère de la Guerre à son tour, étendait en 1907 la mesure à tous les établissements et arsenaux

(1) Débats à la Chambre des Députés. — Deuxième séance du 16 avril 1919. Discours de M. POTTEVIN, député.

(2) Rapport de M. J. GODART sur le projet de loi sur la journée de huit heures.

dépendant de son département, en y instituant la journée de huit heures et demie, soit cinquante-une heures par semaine.

Entre temps, la journée de neuf heures devenait la règle dans plusieurs établissements de l'Etat (Manufacture de Sèvres, Imprimerie nationale, Administration des Monnaies) et dans nombre d'entreprises privées (Imprimerie, Manufactures de vêtements, Métallurgie pour les ouvriers des ateliers de laminage) et même huit heures pour la verrerie (1).

Et, enfin, le pays tout entier n'était-il pas disposé favorablement, après le stoïcisme dont il avait fait preuve pendant cinq ans, les souffrances endurées, à examiner et encourager la réforme qui se présentait « glorieusement escortée de la reconnaissance que la Nation tout entière accordait à ceux qui venaient de sauver son honneur et sa richesse ».

Présentée sous un jour si favorable, avec l'assurance qu'on pourrait compenser par un meilleur rendement ouvrier la diminution de la durée du travail, la réforme des huit heures, objet des revendi-

(1) Le *Bulletin de l'Office du Travail*, à la suite d'une enquête faite en 1906, publie les résultats suivants pour les industries privées appliquant la journée de huit heures :

Produits chimiques	5 établissements avec	718 ouvriers
Imprimerie	25 —	375 —
Textiles	13 —	1.104 —
Vêtement	38 —	1.381 —
Métallurgie	9 —	360 —
Verreries	47 —	10.756 —

(*Bulletin de l'Office du Travail*, 1906, p. 465 et suiv.).

cations ouvrières, depuis si longtemps cause de tant de conflits, se trouvait réalisée, sans heurt, au moment le plus troublé de notre industrie nationale, et les huit heures considérées jadis comme une utopie irréalisable, voire même dangereuse, s'étendaient ainsi — ou devaient s'étendre — à tous les pays en vertu de dispositions consacrées officiellement par la plus grande Conférence internationale du travail qui en demandait l'insertion dans un Traité de Paix qui, à la vérité, changeait la face du monde.

Dès l'abord, toute réglementation uniforme internationale paraissait impossible. Mais là comme ailleurs, après le bouleversement économique causé par la grande guerre, le besoin s'est fait sentir parmi les peuples, d'ententes internationales sur des conditions nouvelles du travail, dans un sens plus grand d'humanité et de justice. C'est d'ailleurs un mouvement sans cesse accru que celui de la protection ouvrière par la législation internationale, au cours du XIX^e siècle qui a précédé et préparé la voie à la législation internationale de la loi de huit heures.

§ 2. — LES CONVENTIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Dès le début du XIX^e siècle, en effet, des économistes, des hommes politiques, des sociologues, avaient pensé que, de même que des accords diplomatiques pouvaient établir le statut territorial et souvent économique de plusieurs pays, de même on pouvait arriver par une entente diplomatique, à réglementer les conditions du travail.

Cette idée, pensons-nous, fut émise pour la première fois par Blanqui, vers 1840, reprise plus tard par J. Simon et Woloski, et développée de plus en plus, grâce au mouvement politique international. Il est remarquable, d'ailleurs, qu'elle recrutait des adhérents à tendances très opposées. En 1884, dans une interpellation à la Chambre des Députés sur le programme économique du gouvernement, M. de Mun s'écriait : « On fait des conventions internationales pour régler les lois de la guerre, on en fait pour le transport des colis postaux, pourquoi n'en ferait-on pas pour régler les conditions du travail ? » (1).

Et, dès 1890, la Conférence internationale de Berlin, tenue du 15 au 25 mars, convoquée d'abord par le Conseil fédéral suisse, puis par Guillaume II, alors nouvel empereur, mettait l'idée en pratique. Les résultats de la conférence s'ils n'aboutirent pas à des réalisations immédiates, furent du moins un échange de vues qui posaient nettement devant l'opinion cette question de l'internationalisation des lois ouvrières. La Conférence émit une série de vœux relatifs, notamment : au règlement du travail dans les mines — au règlement du travail du dimanche — au règlement du travail des enfants et des femmes.

L'idée était ainsi posée, mais des difficultés apparaissaient pour sa réalisation pratique.

(1) Cité par M. J. GODART dans son ouvrage « *Les Clauses du Travail dans le Traité de Versailles* ».

En 1897, le Congrès international du travail de Bruxelles et la même année, le Congrès international pour la protection ouvrière de Zurich, concluaient, le premier, à la nécessité d'une réglementation, le second, à l'impossibilité de cette réglementation; par suite de la différence de la durée de la journée du travail, la différence des prix de revient, la différence des régimes douaniers.

Mais ce dernier Congrès affirmait, en outre, qu'avec le progrès constant du machinisme, le développement des relations internationales, les revendications ouvrières et sociales dans chaque pays, toutes les différences de cet ordre entre nations iraient en s'atténuant.

Ces prévisions se réalisèrent à bref délai.

Pour faire suite à ces Congrès, et à l'occasion de l'Exposition internationale de Paris, en 1900, un Congrès international pour la protection légale des travailleurs se tint à Paris, du 25 au 30 juillet 1900. Le résultat le plus immédiat en fut la création de l'Association internationale des travailleurs.

Grâce à l'action de cette Association, qui créait aussitôt des sections nationales, en établissant son siège à Bâle, et qui voulait grouper dans son sein les interventionnistes (employeurs ou employés, économistes, chefs d'industrie, commerçants) de toute nature, deux conférences se tinrent à Berne en 1905-1906.

Il en résultait : une convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes em-

ployées dans l'industrie, du 16 septembre 1906 (1) et une convention internationale sur l'interdiction du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, du 26 septembre 1906 (2).

Ces conventions, ratifiées par les Parlements respectifs des pays signataires, et l'action agissante de l'Association internationale, ouvrirent la porte à des pourparlers fréquents de nation à nation, qui souvent aboutirent à la conclusion de traités de travail, dont le premier en date est le traité franco-italien du 15 avril 1904, suivi de nombreux autres entre nations (3).

Enfin, en 1913, une deuxième conférence se tenait à Berne, du 15 au 25 septembre, qui établissait les bases d'une convention sur l'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers employés dans l'industrie, et celles d'une convention internationale sur la fixation de la journée de travail pour les femmes et les jeunes ouvriers employés dans l'industrie.

Ainsi, un mouvement très net s'affirmait en faveur de l'unification des législations nationales ouvrières. Ce mouvement fut interrompu pendant la guerre, mais devait, avec la Conférence de la Paix,

(1) Signée par treize Etats dont : l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la France, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Suède, les Pays-Bas.

(2) Signée par : Allemagne, Danemark, Italie, France, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse.

(3) France-Luxembourg (juin 1906). — France-Angleterre (juillet 1909). — Allemagne-Belgique (septembre 1909), etc...

se poser d'une façon internationale presque générale.

Sans doute, jusqu'ici le travail productif de l'adulte n'avait pas encore été réglementé uniformément : le traité de paix allait élaborer un statut du travail international, au même titre qu'il instituait de nouvelles frontières ou réglementait l'arbitrage en cas de conflit. Les derniers arguments contre l'unification tirés d'une concurrence internationale redoutable, disparaissaient, puisque le traité de paix visait à faire une obligation de la journée de huit heures : tous les pays l'appliquant, la concurrence restait ce qu'elle est.

Et c'est ainsi que, pour la première fois, des questions sociales importantes étaient abordées dans un grand traité de paix qui crée l'organe indispensable pour discuter de l'application internationale des problèmes du travail et des conditions de cette application.

Par voie de conséquence, pour la première fois également, le législateur français abordait la question de la réduction générale de la durée de la journée de travail, en discutant le projet de loi qui est devenu la loi du 23 avril 1919.

§ 3. — LA LOI DU 23 AVRIL 1919

La loi du 23 avril 1919 établissant la journée de huit heures, a un caractère d'application générale : elle s'applique, en effet, à toutes les catégories de

travailleurs, sans distinction d'âge et de sexe. C'est ce que déclare dès le début l'article 1^{er} de la loi (qui devient le nouvel art. 6 du titre premier du livre II du Code du travail) qui précise, en outre, que la loi s'applique à tous établissements industriels et commerciaux de quelque nature qu'ils soient. Ce même article indique que la durée du travail ne peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente sur une période de temps autre que la semaine.

La loi laisse ainsi une pleine latitude aux besoins des diverses industries.

Il ne fait pas de doute que la durée du travail assignée par la loi s'entend du travail effectif, c'est-à-dire du temps de travail de l'ouvrier et non seulement du temps de présence à l'usine : on ne doit pas comprendre ainsi dans le temps de travail, le séjour au vestiaire ou au lavabo. L'interprétation des mots « travail effectif » a quelquefois donné lieu à des difficultés : ces difficultés ont disparu par suite de la précision du sens donné à ces mots dans les accords intervenus entre patrons et ouvriers.

Une fois le principe de la réduction de la journée de travail à huit heures ainsi posé, on ne pouvait évidemment pas du jour au lendemain, bouleverser l'industrie tout entière en déclarant immédiatement la loi applicable. Aussi, la loi prévoit-elle que des règlements d'administration publique déterminent, dans chaque industrie, profession ou région, ou dans toute l'étendue du territoire, les modalités d'application de l'article précédent.

Ces règlements doivent d'ailleurs être pris après consultation des organisations ouvrières et patronales et devront s'en référer aux accords intervenus, le cas échéant, entre ces organisations. C'est donc les employeurs et les salariés qui deviendront en quelque sorte les collaborateurs du législateur, et la loi indique les conditions auxquelles doivent répondre les règlements d'administration publique. Ils doivent notamment déterminer :

La répartition des heures de travail.

Les délais dans lesquels la durée nouvelle du travail sera appliquée.

Les dérogations permanentes pour certains travaux.

Les dérogations temporaires en cas de surcroît de travail, nécessités d'ordre national et accidents, etc.

Ainsi le règlement d'administration publique ne fixera pas d'une façon rigide un horaire qui pourrait gêner tel ou tel industriel : la répartition des heures de travail, étant donné le cycle de huit heures, peut être répartie de façon fort différente, et doit être fixée par l'accord des intéressés. Il y a ainsi place pour tous les systèmes : huit heures en deux équipes de quatre heures, huit heures consécutives, neuf heures par jour et le repos du samedi après-midi, etc....

La loi ne fixe pas non plus une date uniforme d'application : l'industrie ne pourrait qu'être entraînée par une décision contraire, et là encore, en fait, des accords sont intervenus entre les intéressés pour fixer amiablement et avant tout règlement d'admi-

nistration publique, la date à partir de laquelle la journée de huit heures était mise en application.

Le législateur a prévu, comme il l'avait fait précédemment, le cas de dérogations permanentes à l'égard d'ouvriers de profession spéciale dont les travaux affectent directement la production générale de l'établissement. Déjà le décret du 28 mars 1902, énumérait sous le régime de la loi de dix heures, les travaux pour lesquels des dérogations permanentes pouvaient être admises.

Mais il fallait prévoir, en outre, surtout au moment où la loi intervenait, c'est-à-dire au moment où il fallait arriver au maximum de production, les cas où des nécessités spéciales de produire à bref délai, obligeraient l'industriel à dépasser les limites légales.

C'est ce que fait la loi en énumérant trois catégories de dérogations temporaires :

- a) Accidents survenus ou imminents.
- b) Surcroît de travail extraordinaire, c'est-à-dire « ces poussées de travail qu'à aucun moment on ne peut prévoir ». Il est impossible, en effet, à une industrie, quelle que soit la régularité de sa production, de prévoir les incidents multiples qui peuvent se produire au cours de sa fabrication : de là la justification de la nécessité des dérogations temporaires dans cet ordre.
- c) Nécessités d'intérêt national : c'est le même motif qui a fait insérer ce mode de dérogation pour

les besoins nationaux et la récente guerre a démontré la diversité et l'urgence de ces besoins.

Les règlements établis sur ces bases ne seront pris qu'après consultation des organisations patronales et ouvrières.

Mais pour éviter que l'application de la loi ne tarde trop, l'initiative des règlements est, d'ordre gouvernemental, ce qui ne dispense pas le législateur de la consultation des organisations patronales et ouvrières dont il fait une formalité indispensable. En fait, un avis paraît au *Journal Officiel* et une circulaire est adressée à tous les groupements intéressés pour les inviter à transmettre leurs observations au Ministre du Travail.

Il va sans dire qu'en cas d'accords intervenus préalablement, ces accords peuvent ne pas être homologués : en pratique, ils ne le seront jamais complètement, l'influence d'une des parties étant toujours prépondérante : mais le Conseil d'Etat devra mettre ces accords, en s'inspirant de leurs dispositions, en harmonie avec le texte et l'esprit de la loi.

Nous dégageons immédiatement l'enseignement social de cette méthode, toute nouvelle, en matière législative : voici une loi qui provoque, quand elles n'existent pas de *plano*, des conversations entre employeurs et salariés. C'est là une innovation considérable — nous disions au début de cette étude : révolution — qui semble indiquer une évolution et une orientation très nette de notre législation sociale. Nous verrons plus loin, en effet, que la loi de

huit heures, outre qu'elle est une loi industrielle, est une loi sociale de la plus haute importance.

Après avoir ainsi statué sur la durée du travail, la loi, dans son article 2, stipule « que la réduction des heures de travail, ne sera, en aucun cas, une cause déterminante de la réduction des salaires ». Et pour bien préciser, la loi ajoute que toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

C'est encore là une disposition toute nouvelle. Jamais, jusqu'ici, le Parlement légiférant en matière industrielle, et réduisant la journée du travail, n'avait abordé la question des salaires. Il semble, en effet, que la question dépasse l'action législative et ressort exclusivement des deux parties en cause, employeur et salarié, qui discutent librement les clauses du contrat de travail.

Quels motifs ont fait agir en sens contraire ?

C'est la crainte que la mise en pratique des huit heures se retourne contre les ouvriers ; c'est la crainte aussi de voir se reproduire à nouveau les grèves qui avaient suivi la promulgation de la loi du 30 mars 1900. La loi, en stipulant que les salaires ne devront pas être réduits, laisse cependant toute la souplesse qu'exige l'évolution des salaires dans un sens ou dans l'autre, qui restent évidemment liés aux conditions générales de la production.

Mais du jour où la loi devient applicable, le résultat de l'article 2 sera, pour l'industriel :

Le maintien du salaire de l'ouvrier payé à la journée ou à la semaine à son taux antérieur.

Une majoration de 25 % du taux horaire des ouvriers payés à l'heure.

La révision obligatoire des prix aux pièces pour assurer aux ouvriers un gain égal à celui antérieurement perçu.

La question des salaires, remarquons-le, est la seule qui n'est pas subordonnée à un règlement d'administration publique.

Enfin, comme conséquence de la publication des règlements d'administration publique, l'art. 3 de la loi prévoit l'abrogation de toutes les dispositions du Code du Travail pour chaque profession ou commerce dès la mise en application de ces règlements.

On voit de suite les conséquences immédiates de la loi :

Déroptions : c'est la faculté de prolonger la durée du travail au-delà de huit heures par jour ou de quarante-huit heures par semaine pour des motifs spéciaux.

Fixation des salaires : c'est la stabilisation au taux élevé de la période de guerre des salaires qui restent les mêmes en travaillant moins et qui contribuent au maintien de la vie chère. C'est aussi, par conséquent, l'augmentation des prix de revient de l'industriel qui paie la main-d'œuvre 25 % de plus.

Abrogation des dispositions du chapitre II du livre II du Code du Travail à partir des règlements d'administration publique, c'est-à-dire que jusqu'à la parution de ces règlements, l'industrie reste régie par la loi de dix heures.

C'est toute une réglementation nouvelle, toute une

révolution, disons-nous, apportée dans la législation du travail : les prescriptions n'en ont pas toujours été appliquées comme il avait été dit qu'elles le seraient et cette loi, qui d'après les discussions parlementaires auxquelles elle a donné lieu, qui, dans l'esprit même de ses promoteurs, devait permettre de produire autant avec la journée de huit heures qu'avec celle de dix, a eu des conséquences qu'avait seul prévues avec des publicistes, des économistes et des parlementaires avisés, le patronat français éclairé, cependant acquis au principe de la réforme, et nous a placés, au point de vue international, dans un état d'infériorité marquée.

CHAPITRE II

La loi de huit heures et son application internationale

§ I. — LES DONNÉES DU PROBLÈME

Le mouvement en faveur de l'internationalisation de la loi de huit heures est une des conséquences les plus directes de la guerre mondiale qui s'est déroulée pendant cinq ans.

« Cinq ans de guerre dans l'évolution des sociétés comptent plus qu'un demi-siècle de paix : après la souffrance une aspiration vers un état meilleur est naturelle ; une réaction se fait » (1).

Et cette réaction qui, dans certains pays, a atteint un degré d'acuité imprévu, a eu pour résultat des révolutions violentes dans l'ordre économique et politique et c'est souvent uniquement sous l'influence

(1) Rapport de M. J. GODART. — Travaux préparatoires de la loi. — *Documents parlementaires*, n° 5.980.

d'événements politiques qu'on aboutit à décréter obligatoire la journée de huit heures.

Par suite des cinq ans de guerre, les idées au point de vue des conditions du travail international ont en effet, évolué avec rapidité et à l'avènement de la paix la question de la loi de huit heures internationale se posait un peu partout avec plus ou moins d'autorité.

Mais ici, des révolutions d'un caractère politique, ailleurs des révolutions d'ordre populaire et national firent que dans certains pays les huit heures se trouvaient réalisées avant même que la Conférence de la Paix eût définitivement posé la question et cette réforme des huit heures de travail bénéficiait ainsi de circonstances internationales particulièrement favorables pour se poser devant l'opinion publique là où elle était encore combattue.

La révolution russe, notamment, toute de réaction contre le régime tsariste, menée par un peuple assoiffé à l'origine de mieux-être et de liberté, instituait sans délai (temporairement, nous le verrons plus loin) la réforme dans toutes les industries.

La révolution allemande, menée par réaction contre l'impérialisme, par un peuple vaincu, s'empres-
sait également d'instituer la réforme (temporairement également).

Et au point de vue international, l'exemple d'un pays qui sape si profondément l'ancien régime sous lequel il vivait, et qui résout immédiatement au sortir d'une révolution la question des huit heures,

pouvait être un grave sujet de méditation pour les gouvernements voisins.

Aux circonstances internationales d'ordre économique, s'ajoutèrent ainsi pour certains, des circonstances d'opportunité exclusivement politique en faveur de la réforme internationale.

Nous les trouvons parfaitement bien mises en lumière en ce qui concerne notre pays, par M. Cavaillé, qui déclare :

« Il n'eût pas été politique de laisser la France en dehors du mouvement qui entraînait ses voisins neutres ou alliés. Surtout il eût été gravement dangereux de la laisser devancer par l'Allemagne : c'eût été fournir à l'Allemagne vaincue le moyen de ressaisir par sa politique sociale l'influence qui lui échappait du fait de l'échec de sa politique impérialiste... La hardiesse voulue de la législation sociale n'est pas seulement un moyen de gouvernement en vue de satisfaire les masses ouvrières allemandes, elle est aussi un moyen d'influence, une tactique d'action sur les masses ouvrières des autres pays auxquelles il n'est pas indifférent de faire croire qu'elles sont, de la part de leurs gouvernements, l'objet d'une sollicitude moins efficace » (1).

Le principe international posé de la sorte, n'était pas cependant sans faiblesse et les objections d'ordre économique n'étaient pas sans force.

Si la France, par exemple, adoptait seule la journée de huit heures, la production des autres pays

(1). *La Journée de huit heures*, par CAVAILLÉ, déjà cité.

atteinte par cette limitation dépasserait la nôtre dans des proportions considérables, et donnerait lieu à une forte concurrence de nos produits, non seulement sur les marchés étrangers, mais même sur nos marchés intérieurs.

Les pertes en hommes subies par notre pays ne permettraient pas non plus de réduire la journée de travail, ce que pouvaient faire des pays à main-d'œuvre abondante.

Ces craintes ont été exposées dans la déclaration patronale à la Commission des traités internationaux, quand les membres patronaux de cette Commission estimaient que le principe de la journée de huit heures ne devait pas être introduit dans le traité de paix.

A ces objections, l'exposé des motifs du projet de loi rapporte que le mouvement en faveur de la limitation de la durée du travail quotidien s'est développé avec rapidité en Europe et en Amérique (1), et le rapporteur de la loi, en énumérant les pays où la réforme est réalisée, et ceux où elle est sur le point de l'être, croit calmer les inquiétudes de ceux qui pensent que chez nous, l'adoption de la réforme nous rendra incapables de lutter contre la concurrence étrangère, en affirmant que cette crainte est vaine, puisque les autres pays adoptent aussi la même réforme. Il croit encore calmer les inquiétudes nées de la constatation du chiffre si élevé de nos pertes

(1) Deuxième séance du 8 avril 1919. — *Documents parlementaires*, n° 5.960).

en hommes en déclarant que ce serait une erreur de vouloir compenser la diminution du nombre de bras par l'accroissement du labeur imposé aux effectifs réduits du travail. Il en voit le remède, comme les membres ouvriers de la Commission des traités internationaux l'avaient déclaré, dans l'aménagement de façon moderne, et dans le perfectionnement de l'outillage de notre industrie.

On a cru possibles ces améliorations à bref délai et le principe de la journée de huit heures fut inséré au traité de paix.

Comment, jusqu'à ce jour, la question a-t-elle été résolue dans les différents pays ?

§ 2. — REVUE DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

En Amérique

Etats-Unis. — Dès avant la guerre, une loi du 19 juin 1912 institue aux Etats-Unis la journée de huit heures dans tous les marchés de travaux publics, avec application au 1^{er} janvier 1913. Mais l'application de cette loi fut suspendue pendant toute la durée de la guerre. En juin 1916, les Unions ouvrières de chemins de fer demandèrent l'adoption de la journée de huit heures : un conflit s'en suivit, parce que les Compagnies refusèrent d'appliquer la loi en raison des charges financières qu'elles avaient à supporter de ce fait ; le 19 mars 1917, après intervention du Président Wilson, les Compagnies accédaient aux demandes des ouvriers.

Par la suite, et notamment dans la grosse industrie métallurgique et l'industrie automobile, la journée de huit heures fut instaurée par la seule initiative privée.

Panama. — Une loi du 29 octobre 1914 introduit dans la République du Panama la journée de huit heures en faveur des ouvriers et *employés de commerce*.

Uruguay. — Dans la République de l'Uruguay, c'est la loi du 17 novembre 1915 qui fixe à huit heures la durée de la journée légale de travail des ouvriers et des employés sur tout le territoire de la République : le contrôle d'application de la loi est assuré par des inspecteurs relevant de l'Office du travail.

Equateur. — Une loi du 4 septembre 1916 fixe à huit heures la durée du travail dans tout l'Equateur. Après avoir posé ce principe, la loi dans son article 5 prescrit que nul employeur ne peut congédier un travailleur ni aucun travailleur quitter le service de l'employeur s'il n'a dénoncé le contrat de travail trente jours à l'avance.

Mexique. — Enfin, la durée de la journée de travail est fixée directement par la Constitution au Mexique. L'article 123 de la Constitution du 31 janvier 1917, abrogeant celle de 1857, prescrit que la journée de travail sera de huit heures par jour. Des heures supplémentaires sont prévues à raison de

trois heures par jour, sans qu'on puisse travailler ainsi plus de trois jours de suite.

Europe.

En Europe, les législations relatives à la fixation de la durée du travail datent des hostilités et sont postérieures à 1914.

Russie. — Le premier texte législatif en date est le décret du Comité central des délégués des ouvriers et des soldats, relatif à la journée de huit heures, à la durée et à la répartition du travail, promulgué les 29 octobre-11 novembre 1917, au début même de la Révolution russe. La loi qui s'applique à tous les établissements commerciaux et industriels prescrit que la journée normale de travail ne peut excéder huit heures par jour, ni quarante-huit heures par semaine. Tout travail exécuté en dehors des heures fixées ci-dessus est considéré comme travail supplémentaire et payé double : ces heures supplémentaires ne peuvent être autorisées que pendant cinquante jours pour chaque partie du même établissement, et aucun ouvrier ne peut faire plus de quatre heures supplémentaires pendant deux jours consécutifs. Enfin, à titre temporaire, l'article 24 spécifie que « jusqu'au rétablissement de la paix, l'application des dispositions limitant la durée des heures supplémentaires et de celles concernant les repos peuvent demeurer lettre morte si les ouvriers et les associations ouvrières y consentent expressément ».

Cette loi fut immédiatement applicable : on sait comment par suite de la crise économique née de la révolution russe, les dirigeants ouvriers ont apporté de larges dérogations à la loi en profitant de l'art. 24 ; on sait encore comment les Soviets, déclarant le travail obligatoire ont décidé et prescrit que « l'intérêt national exigeait que les ouvriers fissent neuf heures par jour ». Les dispositions du décret des 29-octobre-11 novembre étaient lettre morte.

Et plus tard, le gouvernement des Soviets, se rendant compte de l'état économique-industriel de la Russie, s'empressait lui aussi de considérer comme lettre morte les dispositions du décret de 1917 et instituait la journée légale de dix heures (un radio du 20 février 1920 repoussant les mensonges sur la Russie des Soviets dément seulement la journée de travail de douze heures (1).

Et, en janvier 1920, le Bureau international du travail ayant décidé la nécessité d'une enquête sur les conditions du travail dans la Russie des Soviets, le rapport (2) dressé par M. Pardo, déclare :

« Qu'un des premiers actes du gouvernement « bolcheviste a été de proclamer la journée de huit « heures et la semaine de quarante-huit heures. Mais

(1) De la *Leipziger Volkszeitung*, rapportée par l'*Information ouvrière et sociale* du 21 mars 1920.

(2) Ce rapport représente ce qu'il y a actuellement de plus complet en matière de documentation sur la législation sociale bolcheviste (*Bulletin du Ministère du Travail*, n° 3-4 de 1920).

« la nécessité de produire l'entraîna peu à peu à encourager le travail volontaire, les heures supplémentaires, à prendre des mesures en vue de prolonger jusqu'à dix et douze heures la journée de travail et à supprimer même le repos hebdomadaire ».

A la date du 14 août 1920, dans un meeting tenu au Cirque de Paris, MM. Marcel Cachin et Frossard, de retour de Russie, où ils avaient été chargés par le parti socialiste unifié français d'étudier de près les résultats du bolchevisme, déclaraient que la journée de travail de dix heures était obligatoire en Russie (*La Presse* du 15/8/20) et, plus tard, à Lyon, dans une réunion tenue à la salle Oger, le 3 septembre 1920, avec les mêmes orateurs, M. Frossard déclarait qu'on imposait aux communistes dix à douze heures de travail par jour.

Allemagne. — C'est immédiatement après l'armistice, le 23 novembre 1918 — et c'est une de ses conséquences dans ce pays vaincu — que le nouveau gouvernement allemand, succédant au gouvernement impérial, voulant faire éclat de ses bonnes intentions démocratiques et d'un esprit largement social, s'empessa de publier une ordonnance (et non une loi) sur la réglementation de la durée du travail des travailleurs de l'industrie.

Les prescriptions de cette ordonnance sont applicables à tous les travailleurs des exploitations industrielles, y compris les mines, les établissements appartenant à l'Empire, à un état fédéré, à une com-

mune ou union de communes. La durée régulière de la journée de travail, non compris les repos, ne peut dépasser huit heures. Des dérogations sont prévues qui doivent faire l'objet d'autorisation de l'Inspecteur du Travail, après accord des organisations ouvrières et patronales.

Là encore à la suite de la révolution de mars 1919, les organisations ouvrières déclaraient qu'une neuvième heure de travail était nécessaire dans l'intérêt supérieur du pays, et M. Dernburg, ministre allemand, déclarait en septembre 1919 que les travailleurs allemands donnaient une heure supplémentaire à la Patrie. Encore, en juin 1920, la Fédération des mineurs de la Ruhr décidait que neuf heures de travail étaient indispensables pour le relèvement économique du pays (1).

Autriche. — A la date du 23 novembre 1918, l'Assemblée nationale provisoire décrétait la journée de huit heures obligatoire dans toutes les entreprises industrielles. Toutefois, le Conseil d'Etat fixera le jour auquel la loi cessera d'être applicable après la signature de la paix. A cette loi provisoire, a fait place celle du 17 décembre 1919 fixant à huit heures, non compris les repos, la journée de tout le personnel des établissements soumis au code industriel.

On peut faire dix heures, trente jours par an, en cas de pénurie de main-d'œuvre.

(1) *La Journée Industrielle* du 12 juin 1920, dans l'article intitulé « Les Mineurs font une heure supplémentaire... en Allemagne ».

Italie. — En mars 1919, la délégation italienne remettait à la Commission de législation internationale du travail une note résumant la situation au point de vue de l'application de la journée de huit heures.

Le premier accord intervenu à ce sujet est la Convention collective conclue à Milan le 20 février 1919 entre la Fédération italienne des ouvriers métallurgistes et les Associations industrielles (mécanique, constructions navales et analogues).

Postérieurement, des accords semblables étaient conclus entre les fédérations ouvrières des industries sidérurgiques, chimiques, bâtiment, dont le plus important pour la métallurgie est celui conclu à Turin le 12 juin 1919.

La convention du 20 février qui a servi de base à tous les accords postérieurs, prévoit des heures supplémentaires avec majoration de salaire.

Depuis, on sait que l'agitation des ouvriers métallurgistes en Italie (qui rêvaient de transformer le régime créé par le contrat du 20 février) commencée en septembre 1920, se termina par un accord conclu à la Préfecture de Milan le 1^{er} octobre 1920, après intervention du gouvernement, entre la Fédération italienne des ouvriers métallurgistes et la Fédération nationale de l'industrie métallurgique. Cet accord prévoit huit heures par jour et des heures supplémentaires payées avec une majoration.

Belgique. — En fait, la journée de huit heures est appliquée en Belgique depuis le milieu de 1919,

à la suite d'accords particuliers conclus entre employeurs et ouvriers.

Un projet de loi déposé au nom du gouvernement et que soutenait le ministre Vandervelde, institue la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures dans toutes les entreprises.

A la date du 22 juillet 1920 seulement, le projet de loi a été adopté par la Chambre, avec quelques légères modifications. Mais le Sénat, par la suite, a profondément remanié le texte, dans un sens plus libéral. Il est actuellement soumis à une *seconde* délibération de la Chambre des Représentants.

Grande-Bretagne. — A la date du 18 août 1919, le gouvernement anglais déposait un projet de loi relatif à la durée de la journée de travail, pour fixer cette durée à huit heures.

Mais, par suite d'un accord passé entre les Cheminots et les Compagnies de Chemins de fer, et dont certaines clauses n'étaient pas conformes, d'après les affirmations des ouvriers, aux conventions de Washington, le projet gouvernemental fut retiré pour une révision après consultation des organisations patronales et ouvrières.

Ce projet de loi, venant après révision, n'est pas encore déposé : il en résulte que la journée de huit heures n'est appliquée en Grande-Bretagne qu'en vertu de conventions conclues entre différentes fédérations patronales et ouvrières (cheminots, transports, métallurgie, dockers...). Tous ces accords qui posent le principe uniforme de la loi de huit heures,

comportent de nombreuses exceptions et dérogations à ce principe.

Il semble impossible de les analyser tellement ils sont nombreux, même pour les industries de régions limitrophes et tellement ils ont subi de modifications, en l'absence d'une loi.

Espagne. — En Espagne, c'est un décret royal du 3 avril 1919 qui fixe à huit heures le maximum de la journée de travail à partir du 1^{er} octobre 1919, applicable à toutes les catégories d'ouvriers de l'industrie et du commerce.

Suède. — Le projet de loi sur la journée de huit heures, préparé par une Commission spéciale, a été adopté par le Riksdag en novembre 1919, avec quelques modifications. Les dispositions de la loi, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1920, se résument comme suit :

Huit heures de travail par jour ou quarante-huit heures par semaine.

La loi n'est pas applicable :

Aux travaux faits au domicile de l'ouvrier ;

Aux travaux exécutés par l'Etat, dans les forêts, l'agriculture, les chemins de fer ;

Au personnel des hôpitaux, hôtels, restaurants, non plus qu'aux employés supérieurs, dessinateurs, comptables.

Le projet de loi prévoyait que ces dispositions seraient valables jusqu'à ce que le Roi en ait décrété autrement : la loi a, en quelque sorte, fixé une pé-

riode d'essai, et décide, *in fine*, que « la présente loi restera en vigueur jusqu'à fin 1923 ».

Suisse. — La Suisse a introduit par voie législative le principe de la journée de huit heures et de quarante-huit heures par semaine pour les entreprises soumises à la loi fédérale sur le travail dans les fabriques et les entreprises de transports et de communications exploitées ou concédées par la Confédération.

Le principe est, en outre, appliqué en vertu d'ententes entre associations professionnelles dans un certain nombre de métiers, qui ne relèvent pas de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques.

ASIE

Japon. — En septembre 1919, l'Association Industrielle et la Commission du Travail de la Chambre de Commerce d'Osaka adoptaient des résolutions tendant à admettre le principe de la journée de huit heures avec heures supplémentaires après entente avec les intéressés. En décembre 1919, la *Labour Gazette*, analysant un rapport du Consul anglais à Tokio, constate que la journée de huit heures adoptée par certains établissements industriels des districts de Kobé et d'Osaka est appliquée en outre par quelques maisons du district de Tokio.

« On doit reconnaître, dit le consul, que la journée de huit heures n'est pas pratiquée au Japon comme en Europe. Les établissements ont bien adopté un règlement fixant cette limite, mais on

encourage le personnel — quand on ne l'oblige pas moralement — à faire des heures supplémentaires à un tarif spécial, sous peine de voir diminuer sensiblement le gain » (1).

Ce rapide aperçu des législations étrangères permet immédiatement de voir la situation de la France au point de vue international. En France, en effet, la loi du 23 avril 1919, bien que n'entrant en application pour chaque industrie ou chaque commerce qu'au moment où sera pris le règlement d'administration publique concernant cette industrie ou commerce, a été, en fait, appliquée immédiatement, à la suite d'accords intervenus entre organisations ouvrières et organisations patronales.

Le premier de ces accords — auxquels aux termes de la loi doivent se référer les règlements d'administration publique pour les régions dans lesquels ils existent — est celui intervenu entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, à Paris, et la Fédération des Métaux, à la date du 17 avril 1919, avant même la promulgation de la loi, accord suivi bientôt de deux accords complémentaires complétant les dispositions du premier, en date des 24 mai et 21 juin 1919.

Aux termes de ces accords, la journée de huit heures était applicable à partir du 1^{er} juin. Les accords définissaient le travail effectif, fixaient la ré-

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, n^{os} 11-12, décembre 1919, p. 556.

partition des heures de travail dans la semaine, la quinzaine ou l'année, prévoyaient les dérogations permanentes et les dérogations temporaires, le mode de fixation des salaires. La convention est signée d'un côté, des président, vice-présidents et membres du Bureau de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières ; de l'autre, des secrétaires de la Fédération des Métaux.

A Lyon, un accord intervenait à la date du 19 mai 1919 entre la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône, d'une part, et le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes, d'autre part, pour fixer également au 1^{er} juin la date de mise en application de la journée de huit heures, et les modalités d'application.

De nombreux autres accords ont été successivement conclus dans toutes les régions : il serait trop long de les énumérer ; parmi eux, les plus complets et les plus importants sont : l'accord du Comité des Forges de Saint-Dizier (mai 1919) ; Construction mécanique, Nantes (mai 1919) ; Métallurgie, Lille, Roubaix, Tourcoing (juin 1919) ; Textile, Roubaix-Tourcoing (6 juin 1919) ; Chaussures, Limoges (juillet 1919), etc...

C'est dire que, dès le vote — et avant même le vote de la loi — le patronat français fort des promesses qui avaient été faites (1), s'empressait d'appliquer la loi selon les prescriptions du législateur,

(1) Voir p. 15. — « Les Déclarations faites par les délégués ouvriers ».

avant tout règlement d'administration publique l'y obligeant. Et on peut dire, qu'en fait, la journée de huit heures a été pratiquée en France, dans toutes les industries au plus tard le 1^{er} septembre 1919, sauf dans les Chemins de fer, où certains services seulement sont sous le régime des huit heures, l'adaptation devant se faire par degrés successifs.

Il se trouve donc qu'au point de vue international, la France a été le seul pays à appliquer, même avant sa mise à exécution, les clauses de l'article 427 du traité de Versailles spécifiant que l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures doit être le but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu.

Et la Conférence internationale du travail de Washington qui a tenu sa première session du 29 octobre au 29 novembre 1919 adoptait, pour les soumettre aux Assemblées législatives des quarante Etats membres de la Conférence, six projets et six recommandations, dont le projet sur la journée de huit heures.

Ce projet pose en principe que la durée du travail ne pourra dépasser huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine. Mais ce principe une fois posé, un régime spécial a été adopté pour « les pays dont le développement industriel est moins avancé », savoir : Japon, Grèce, Roumanie.

Or, d'après le traité de paix, les gouvernements des quarante-huit Etats représentés à la Conférence de Washington devaient soumettre dans un délai d'un an, après la date de clôture de la Conférence,

des projets de loi destinés à réaliser pratiquement les décisions de cette Conférence. La date officielle de clôture des travaux de la Conférence de Washington est le 27 janvier 1920 : le délai ainsi accordé est donc sur le point d'expirer, et il est bon de rappeler qu'en cas de non exécution des engagements pris à Washington, les sanctions économiques prévues par le pacte de la Société des Nations peuvent être appliquées : refus de passeport, blocus, etc..., les Parlements restant libres de repousser les projets qui leur seront soumis.

Malgré cette disposition, le Congrès Syndical International, tenu à Londres du 22 au 28 novembre 1920, dans une discussion relative à la journée de huit heures, constatait que « dans la majorité des pays les gouvernements n'ont pas cherché à ratifier ce projet de convention », et déclarait que si cette ratification n'était pas obtenue dans le délai fixé, « le mouvement ouvrier renoncerait à soutenir le Bureau International du Travail ».

Et en décembre 1920, c'est-à-dire presque à l'expiration du délai prévu, le *Bulletin mensuel de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*, publie une note résumant comme suit la situation au point de vue de la ratification des projets de la Conférence de Washington pour les différents pays (1).

(1) L'*Union des Industries Métallurgiques et Minières* signale que les indications qui suivent sont données d'après le *Bulletin d'information du Bureau international du travail*.

1° *Pays dont le Parlement a voté une ou plusieurs lois tendant à la ratification des projets de conventions et ont adressé, en outre, leur ratification formelle :*

Grèce. — Le Parlement a voté six textes de loi pour ratifier les conventions.

Le Gouvernement a notifié la ratification de toutes les conventions à la Société des Nations.

2° *Pays dont une des Chambres a voté un ou plusieurs projets de loi tendant à la ratification des projets de conventions.*

Belgique. — Les conventions ont été signées par le roi, et une loi les ratifiant en bloc sera soumise au Parlement lors de sa prochaine session.

Un projet de loi, qui fait porter effet aux projets de conventions relatifs aux heures de travail, à l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, au travail de nuit des femmes, au travail de nuit des enfants, a été voté par la Chambre des Représentants, adopté avec modifications par le Sénat. Il est actuellement soumis à une seconde délibération de la Chambre des Représentants.

3° *Pays dont les gouvernements ont présenté des projets de loi à leur Parlement :*

Afrique du Sud. — Les projets de conventions seront probablement soumis au Parlement en vue de leur ratification en bloc.

France. — Le Gouvernement a déposé le 29 avril

sur le bureau de la Chambre cinq projets de loi tendant à la ratification des conventions (toutes, à l'exception du projet relatif au chômage), (la journée de huit heures étant un fait accompli).

Grande-Bretagne. — Le projet de loi sur les heures de travail est en cours de révision avant d'être présenté de nouveau aux Communes.

Des projets ont été déjà déposés sur le travail de nuit des femmes et des mineurs, l'âge du travail pour les enfants, le travail des femmes et des enfants dans les métiers où l'on emploie la céruse. La question du travail des femmes avant et après l'accouchement est encore à l'étude au Ministère de l'Hygiène.

Les conventions et recommandations relatives au chômage ne nécessitent pas de nouvelles lois.

Italie. — Un projet de loi comprenant un article unique ratifiant les six conventions, a été déposé à la Chambre par le Gouvernement.

Tchéco-Slovaquie. — Le Gouvernement a déposé le 17 août les projets de conventions relatifs à la limitation des heures de travail, à l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels et au travail de nuit des femmes.

Venezuela. — Les conventions et recommandations ont été soumises au Congrès national des Etats-Unis du Venezuela. Aucune décision n'a encore été prise

4° *Pays qui procèdent actuellement à l'étude des textes de Washington :*

Allemagne. — Le Gouvernement prépare une loi qui rendra obligatoire (1) les dispositions relatives aux heures de travail. En ce qui concerne les autres décisions de Washington, le Gouvernement allemand ne voit pas clairement les mesures législatives qu'il y a lieu de prendre, mais il a l'intention de soumettre prochainement au Reichstag les conventions et recommandations.

Argentine. — Des projets de loi sont préparés pour réaliser les accords de Washington. On ne redoute pas d'opposition sérieuse.

Autriche. — L'application des conventions de Washington n'exigera que des modifications insignifiantes aux lois existantes. Elles seront ratifiées incessamment.

Chili. — Trois projets correspondant dans leur ensemble au programme de Washington ont été soumis au Congrès national. Cependant celui qui a trait aux heures de travail s'écarte assez notablement des conventions de Washington.

Espagne. — Les six projets de conventions ont été communiqués à l'Institut des Réformes sociales

(1) Tant il est vrai, comme nous l'avons dit plus haut, que la loi de huit heures est en fait inexistante.

qui prépare les projets de loi nécessaires. Ceux-ci seront déposés incessamment.

Indes. — L'Administration étudie les articles et les fait étudier par les administrations provinciales et les organisations intéressées. Aucune décision n'a encore été prise.

Luxembourg. — Le Gouvernement s'est déclaré favorable à la ratification par voie législative.

Nicaragua. — Les dispositions des conventions qui intéressent particulièrement le Ministère du Développement lui ont été soumises pour examen.

Norvège. — Des Commissions gouvernementales examinent les conventions et recommandations, et si des changements à la législation existante sont trouvés nécessaires, un programme sera déposé au Storting.

Panama. — Les textes de Washington sont actuellement soumis à l'examen du Secrétariat du Développement et des Travaux Publics.

Pologne. — Le Ministère du Travail étudie les conventions et les recommandations de la Conférence.

Suisse. — Le Ministère de l'Economie publique étudie la procédure à suivre pour la ratification. Une conférence de patrons et d'employés a approuvé

avec quelques réserves les conventions et recommandations, sauf l'article concernant les heures de travail.

5° Pays dont les gouvernements ont simplement accusé réception des textes de Washington envoyés par le Secrétaire général de la Société des Nations, sans indiquer qu'aucune mesure ait été prise.

Bolivie, Canada, Colombie, Danemark, Honduras, Liberia, Nouvelle-Zélande, Salvador, Siam, Uruguay.

6° Pays dont les Ambassades ou Légations, mais non les Gouvernements, ont accusé réception des textes de Washington.

Portugal (Légation à Londres).

7° Pays qui n'ont accusé réception ni des textes authentiques envoyés par le Secrétaire général de la Société des Nations ni des textes adressés officiellement par le Bureau International du Travail.

Australie, Brésil, Chine, Cuba, Equateur, Finlande, Guatémala, Haïti, Hedjaz, Pays-Bas, Japon, Paraguay, Pérou, Perse, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. .

Il résulte de ces constatations qu'à l'heure actuelle la France est une des rares nations qui a ratifié, *par une loi*, les conventions de Washington relatives à

la durée du travail journalier, et qu'elle est encore une des rares nations qui applique, en fait, la journée de huit heures. N'est-il pas permis alors de se demander si nous n'avons pas — encore une fois — été victimes d'un idéalisme trop généreux et si notre situation économique n'en est pas amoindrie. Déjà, en octobre 1919, M. Pic écrivait : « Il faut bien reconnaître toutefois que présentement, la France est le seul pays qui, malgré des circonstances spéciales et par certains points défavorables, ait appliqué, avant la lettre, avec une promptitude surprenante et quelque peu hasardeuse, les clauses du Traité de paix en ce qui concerne la réglementation de la journée de travail. Sera-t-elle dupe de son empressement, et les autres nations, plus timorées ou plus habiles, ne vont-elles pas se trouver dans une situation économiquement plus favorable, d'autant mieux qu'elles ont presque toutes beaucoup moins souffert de la guerre » (1).

Et après dix-huit mois de fonctionnement en France, en présence de ce qui a été fait à l'étranger, on est obligé de constater que l'unification internationale de la journée de travail à huit heures, est loin d'être réalisée.

Sans rechercher si c'est par crainte ou par habileté, que les autres nations n'ont pas appliqué la journée de huit heures, il faut avouer qu'il est difficile de la réaliser en pratique. Tel gouvernement

(1) *La Revue Bleue*, 4-11 octobre 1919, sur une étude sur la journée de huit heures, par Paul Pic.

légiférera dans ce sens, en théorie ; pratiquement, un système de dérogations ou tout autre fera que la loi sera lettre morte.

C'est qu'il paraît dès l'abord impossible de fixer une durée unique de la journée de travail : l'inégalité de répartition des agents naturels sur le globe, la situation géographique des différents pays sont autant de facteurs contre lesquels le législateur est impuissant. D'autre part, il faut tenir compte du degré d'état technique des industries dans un pays considéré par rapport à d'autres et des avantages ou inconvénients qu'il offre au point de vue naturel.

Comment, en effet, comparer et imposer le même travail pendant le même laps de temps, à un Bengali épuisé au moindre effort avec celui d'un Japonais que la douzième heure trouve aussi dispos que la première. Comment encore équilibrer la production de tel ouvrier du Nord auquel une nourriture abondante est nécessaire avec celle de tel ouvrier méridional ou asiatique se nourrissant de quelques figues et de riz ? Comment encore comparer la production de deux ouvriers mineurs, par exemple, de deux différents pays travaillant avec une technique de valeur égale, les mêmes méthodes de travail, mais dont l'un attaque des couches de charbon heureusement disposées, l'autre des couches à peine visibles et mêlées ?

Comment imposer une réglementation uniforme à différents pays qui ont vu du fait de la guerre, leurs ressources diminuer dans des proportions inégales. N'est-ce point favoriser les uns au détriment

des autres ? Quand on compare le pourcentage des pertes en hommes subies par chaque belligérant, on constate dans cette perte de main-d'œuvre, que la France est frappée deux fois et demie plus que la Belgique, trois fois plus que l'Angleterre et l'Italie, cinquante-six fois plus que les Etats-Unis d'Amérique (1).

Au point de vue économique, toutes ces causes ont placé la France dans une situation internationale excessivement désavantageuse.

L'industriel étranger a pu produire pendant le même nombre d'heures qu'auparavant : sa main-d'œuvre était souvent abondante, en tout cas plus abondante, toutes choses égales, que chez nous : beaucoup étaient privilégiés au point de vue matières premières, alors que nos mines du Nord et de l'Est sont dévastées. Comment, dans ces conditions, produire autant en huit heures qu'en dix heures, et récupérer les heures de production que nous donnaient ceux qui sont morts au Champ d'Honneur, morts des suites de leurs blessures, tous les mutilés et tous ceux dont la capacité de travail a diminué per suite de blessures ?

Les conséquences les plus immédiates de cette situation désavantageuse en ont été dans notre pays un protectionnisme exagéré de certaines industries françaises particulièrement menacées par la concurrence étrangère : et le résultat pour le consumma-

(1) Déclaration patronale de la Commission des traités internationaux du travail.

teur s'en est traduit par la stabilisation des prix élevés pratiqués en France, et souvent par l'augmentation des prix. Par voie de conséquence, ce fut la conquête de notre marché national par les producteurs ou constructeurs étrangers.

La France manque actuellement de charbon et elle en manquera encore jusqu'à ce que ses mines du Nord soient en état de lui en fournir de nouveau ; et, à l'heure où elle a besoin d'un fort tonnage, il se trouve que l'étranger à qui elle le demande, ne peut lui fournir ce dont elle a besoin par suite de la diminution de sa propre production. C'est le moyen pour l'Allemagne de se dérober aux clauses du traité de Versailles.

Lors de la Conférence de Spa, en effet, en juillet 1920, au sujet de l'attribution à la France du tonnage à lui livrer prévu par le traité de Versailles, le représentant allemand des patrons a prétendu que par suite de l'application de la loi de huit heures, l'Allemagne ne pouvait produire assez de charbon pour satisfaire aux réclamations de l'Entente, et un délégué des ouvriers mineurs est intervenu en déclarant que les syndicats ne toléreraient aucune atteinte à la loi sur la journée de huit heures. Singulières affirmations en présence des réalités !

« Une information datée de Gelsenkirchen, écrit M. André Liesse (1) nous apprenait récemment que l'Association des employés des mines de ce centre

(1) *L'Economiste Français* du 24 juillet 1920, sous la signature de M. André Liesse.

de production houillère avait discuté la question des heures supplémentaires et décidé que ces ouvriers ne continueraient à faire ces heures supplémentaires qu'à la condition que le salaire versé pour ce travail serait exempt d'impôt et que des améliorations seraient apportées à leur logement. Dans le bassin de la Ruhr, on travaille le dimanche : la preuve en est que les délégués des mineurs de ces deux centres houillers ont demandé une augmentation de salaire pour le travail effectué ce jour-là ».

Renchérissement des prix à l'intérieur, concurrence redoutable à l'extérieur pour la France, sont les conséquences les plus directes de la journée de huit heures internationale.

Il ne pouvait en être autrement. Et cependant le traité de Versailles contient deux affirmations essentielles : d'une part « limitation des heures de travail dans l'industrie sur la base de huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine, sauf exception pour les pays dans lesquelles les conditions climatiques, le développement rudimentaire de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances spéciales déterminent une différence notable dans le rendement du travail » ; d'autre part, uniformité du régime du travail « attendu que la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays ».

« Or, il n'est pas douteux, disait le député Josse à la tribune de la Chambre, le 19 juin 1920, qu'une

grande partie de la France participera pendant de longues années à la reconstitution des régions dévastées et que le développement industriel de notre pays est moins avancé que celui de nos Alliés, que celui de l'Allemagne elle-même.

Il est donc bien établi que le texte de la Conférence de Washington nous laisse toute latitude pour nous plier aux exigences de notre situation économique, comme elle permet de le faire pour chaque nation ».

En instituant une loi uniforme dans tout le monde du travail, les législateurs internationaux n'ont pas songé que, en supprimant en quelque sorte la liberté individuelle ressortissant à chaque pays, la lutte devenait plus vive, et que dans cette lutte, la partie ne pouvait pas être égale.

Ils n'ont pas songé que dans l'état social actuel qui nous régit, et qui fait du monde un vaste marché où règne souverainement la loi de l'offre et de la demande, il s'établit une lutte formidable dont l'intérêt est la règle, la suprématie est le but, ce qui oblige les uns et les autres à prendre tous les moyens en leur pouvoir pour sortir vainqueurs d'un combat où le dernier mot doit être l'écrasement du plus faible par le plus fort.

Par suite de la guerre, en raison des pertes de toutes sortes qu'elle a subies, la France, malgré ses efforts, malgré la bonne volonté de ses industriels, n'avait pas les moyens de sortir victorieuse de la lutte économique internationale : la journée de huit heures appliquée peut-être prématurément en ce qui

la concerne au point de vue international, ne lui permet pas encore de soutenir avantageusement la lutte.

Nous n'en voulons comme preuve que le malaise qui a pesé sur toute l'industrie française à partir de la fin de 1919 alors que, après la signature de la paix, les relations commerciales pouvaient être reprises avec les ressortissants des pays ennemis.

Ces conséquences économiques à l'extérieur sont au surplus le résultat de la situation économique créée par l'application de la journée de huit heures, qui, à l'intérieur du pays, a troublé si profondément l'état de notre production.

CHAPITRE III

Les conséquences de la loi de huit heures au point de vue économique : la production.

§ 1. — LES ÉLÉMENTS DE LA PRODUCTION

Au sortir d'une guerre où notre pays a, en effet, été pendant cinq ans victime des plus abominables destructions, on pouvait se demander s'il était opportun d'inviter les travailleurs à travailler moins. Il a semblé, en effet, à beaucoup d'esprits avisés que le moment était, au point de vue de nos intérêts les plus immédiats, tout à fait défavorable, alors que nos plus riches provinces ont été dévastées systématiquement. Mais nous avons noté plus haut, en rapportant le texte de la déclaration patronale (1), que c'est parce que la question était posée sur le terrain international devant la Conférence de la Paix, que les délégués patronaux se déclarèrent prêts à la dis-

(1) Voir plus haut p. 14.

cuter au point de vue national, après avoir démontré par les statistiques officielles :

« 1° Qu'avant la guerre, l'ensemble de la production nationale était d'environ 40 milliards.

2° Que la mort ou l'invalidité de près de deux millions de Français en plein rendement, a diminué de 7 % environ le nombre des producteurs industriels, commerciaux et agricoles.

3° Qu'abstraction faite de la diminution effroyable de la natalité en France, diminution qui aura sa répercussion jusqu'en 1930, la réduction de 20 % du nombre de journées de travail, conséquence de la substitution de la journée de huit heures à celle de dix heures, conduirait, en l'état actuel des choses, à une moins-value totale d'environ 30 % dans la capacité de production de la France » (1).

Dans ces conditions, n'était-il pas à craindre que la réduction uniforme de la journée de travail à huit heures eût pour la production des effets désastreux.

Ces craintes, au dire des protagonistes de la loi, étaient illusoires. Et cependant, en France, la réduction de la main-d'œuvre causée par les pertes de guerre, par suite, la diminution des heures de travail, impossibles à récupérer, étaient des arguments qui faisaient hésiter les partisans les plus irréductibles de la réforme. Dans l'article de M. Pic, cité plus haut, paru dans la *Revue Bleue*, l'auteur examine

(1) Texte de la déclaration patronale.

la perte en heures de travail causée du fait des morts au Champ d'Honneur, des maladies contractées au front et des victimes civiles de la guerre, en y ajoutant aussi la perte par diminution de capacité du fait des aveugles et mutilés.

En comparant les disponibilités de 1913-14 à celles de 1919-20, l'éminent auteur conclut :

« Si l'on représente par l'indice 100 le total des heures de travail nécessaires en 1913-14 à la vie nationale, l'indice 120 correspondrait à peine, selon nous, aux nécessités présentes. Or, le total des activités détruites par décès ou incapacités absolues de travail consécutifs à la guerre n'était pas inférieur à deux millions, soit le 1/10^e de la population active de la France, l'indice 90 représenterait au maximum les disponibilités actuelles, soit un déficit formidable de 25 %.

« Mais il y a plus. Nous devons admettre que le total des heures de travail nécessaires en 1913-14 n'avait été atteint que grâce à une durée moyenne et journalière de dix heures par individu. Or, pour la période de 1919-20, cette durée moyenne n'est plus et ne doit plus être que de huit heures, d'où un déficit plus considérable encore (1).

Dans les débats parlementaires qui ont eu lieu soit à la Chambre, soit au Sénat, ces mêmes arguments ont été mis en avant.

A la Chambre, M. Albert Thomas, député, notam-

(1) V. plus haut, p. 54. — *La Revue Bleue*, des 4-11 octobre 1919, sous la signature de M. Pic.

ment, déclarait avec persuasion, que la réforme de l'outillage, le perfectionnement du machinisme apporté dans l'atelier, et aussi le bon aménagement du travail suivant la méthode Taylor, permettrait de maintenir la production à son taux actuel (1).

Pour voir si ces craintes de diminution de production étaient justifiées, il suffit d'examiner depuis dix-huit mois que la réforme est, en fait appliquée, les résultats obtenus.

Nous apprécierons ces résultats dans les seules industries ressortissant de la mécanique et de la métallurgie ou industries connexes.

Jusqu'au 1^{er} septembre 1920, les industriels, en ce qui concerne les industries métallurgiques, n'étaient liés que par les dispositions de la loi du 23 avril 1919.

Or, cette loi prévoyait dans son article 7 que « des règlements d'administration publique déterminent par profession, industrie ou commerce, ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou par région, les délais et conditions d'application de l'article précédent.

Légalement, la loi fixant à huit heures la durée de la journée de travail ne devenait donc obligatoire pour l'industriel qu'à partir du jour où un règle-

(1) Discours de M. Albert THOMAS. — Première séance du 17 avril 1919.

ment d'administration publique venait, dans la profession intéressée, en fixer l'application.

Mais dès l'apparition de la loi, nous avons déjà dit plus haut (1) — et c'est à l'éloge du patronat français qui, spontanément, a ainsi donné les preuves les plus évidentes de sa bonne volonté et de son concours — que des accords intersyndicaux étaient intervenus entre les organisations patronales et les organisations ouvrières pour l'application immédiate de la loi.

Nous avons vu que le premier en date, et le plus important, parce qu'il a servi de base à de nombreux accords postérieurs, est celui intervenu entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières à Paris et la Fédération des Métaux le 17 avril 1919, modifié ou complété par les accords des 24 mai et 21 juin 1919.

Dans la région lyonnaise, un accord intervenait à la date du 19 mai 1919 entre la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône et le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes, fixant au 1^{er} juin la mise en application de la loi.

D'une façon générale, ces accords fixaient la répartition des heures de travail dans la semaine, la quinzaine ou l'année, définissaient que le travail effectif devait s'entendre « du signal fixant le commencement du travail dans chaque atelier ou chantier, jusqu'au signal fixant l'arrêt du travail » — et précisaient, conformément aux dispositions de la

(1) Voir page 45.

loi, que les salaires ne pourraient être diminués du fait de la réduction à huit heures de la journée de travail en déterminant les règles de sa rémunération.

Une bonne volonté évidente se manifestait ainsi de part et d'autre pour s'adapter à la réforme nouvelle :

Les patrons prenaient toutes décisions pour que les salaires restent les mêmes et appliquaient la journée de huit heures, trente-cinq jours après que la loi était votée.

Les ouvriers, de leur côté, affirmaient, ainsi que l'avait proclamé à maintes reprises au cours des consultations dont elle avait été l'objet, la Confédération Générale du Travail, que la production ne se trouverait pas diminuée et qu'au surplus, par le jeu des heures supplémentaires, par l'augmentation du rendement horaire de l'ouvrier, aucune diminution de la production ne se ferait sentir.

Comment en pratique ces engagements ont-ils été tenus ?

Chaque industriel, pour s'adapter aux nouvelles exigences, avisa, du jour au lendemain, de nouvelles méthodes en harmonie avec la nouvelle loi.

Du côté ouvrier, les organismes centraux de la C.G.T. avisaient leurs ressortissants d'avoir à « s'adapter sympathiquement » à ces nouvelles méthodes.

Mais, dès le début même de l'application en quelque sorte bénévole de la loi, les directives originaires de la C.G.T. ne furent pas suivies.

A la fin de mai 1919, les Syndicats des Métaux de la Seine déclanchaient une grève générale pour l'obtention de la semaine de quarante-quatre heures.

A Lyon, en juin 1919, une grève éclatait dans un établissement industriel sous le seul prétexte que le patron exigeant huit heures de travail effectif, et non plus seulement huit heures de présence, avait fait déplacer l'horloge enregistreuse de pointage qui avait été transportée à la sortie du vestiaire. L'ouvrier prenait ainsi sur son temps le temps passé au vestiaire à se mettre en tenue de travail, et se pointait à son entrée à l'atelier. La grève durait quarante-huit heures ! Et cependant il était spécifié dans les accords inter-syndicaux lyonnais que le travail devait bien s'entendre de huit heures effectives (1).

Mais l'opposition — officielle ou non — de la C.G.T. à ses directives premières n'a fait que s'accroître par la suite. Le texte de la loi du 23 avril 1919 prévoyait que les règlements d'administration publique détermineraient :

« Les dérogations permanentes...

« Les dérogations temporaires qu'il y a lieu d'admettre pour permettre à des entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaire, à des néces-

(1) Procès-verbal de la séance du 19 mai 1919 entre le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes du Rhône et la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône et de la Région.

sités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ».

Or, pendant la période qui s'étend du 1^{er} mai 1919 au 1^{er} septembre 1920, époque où un règlement d'administration publique précise les conditions d'application de la loi de huit heures en la rendant obligatoire dans la métallurgie, les ouvriers obéissant à un mot d'ordre venu d'en haut, ont toujours refusé de faire des heures supplémentaires. Et cependant, les dirigeants cégétistes clamaient sans cesse que le seul remède à la vie chère devait être le maintien de la production et M. Jouhaux déclarait au Comité National de la C.G.T., en 1919, que « la réduction du temps de travail ne doit pas avoir pour conséquence une diminution dans la production indispensable aux besoins des peuples (1).

Pour arriver à ce résultat, on parlait de l'amélioration de l'outillage, de l'application nouvelle des nouveaux procédés de travail, de l'amélioration technique.

Mais l'industriel ne peut pas du jour au lendemain modifier son outillage et adopter de nouvelles méthodes sans nuire à la bonne marche de son usine.

La loi — et toute la discussion tant à la Chambre qu'au Sénat le confirme — devait donc s'appliquer par paliers successifs : ce devait être le rôle des règlements d'administration publique. Mais en attendant leur notification, la loi prévoyait des déroga-

(1) Rapport de M. J. GODART.

tions temporaires et c'est contre ces dérogations, qu'après coup, luttèrent les organisations ouvrières.

Dès 1919, les nécessités d'ordre national, pour la reconstitution des voies ferrées, pour nos départements envahis et dévastés, pour la reconstitution industrielle de tous nos départements du Nord et de l'Est s'affirmaient impérieuses. Il y avait donc lieu, conformément au vœu du législateur et au texte de la loi elle-même, de procéder par étapes, et jusqu'à ce que la situation soit redevenue normale, de permettre aux industriels de faire faire à leurs ouvriers des heures supplémentaires.

Il est remarquable d'observer que dans la région lyonnaise un grand nombre d'industries travaillèrent plus de huit heures jusqu'à fin 1919, époque à partir de laquelle cette région fut inondée de petits papillons que l'on voyait collés sur les murs, pylônes d'électricité, candélabres, etc... et sur lesquels on lisait :

« Travailleurs, combattez les heures supplémentaires, faites respecter la journée de huit heures », époque à laquelle M. Merrheim écrivait (1) : « Par suite du manque de charbon et de matières premières, par suite de la crise des transports, la production est entravée : les industriels le savent. Qu'ont-ils besoin dans ces conditions d'heures supplémentaires dont ils ne pourraient trouver l'emploi ».

Singulière argumentation en présence des besoins avoués et reconnus. Quel intérêt prête-t-on au patron

113

(1) *La Journée Industrielle* du 8 février 1920.

pour qu'il retienne ses ouvriers au delà de ses capacités de production ? Les heures supplémentaires étaient et sont encore demandées, et M. Merrheim le sait bien, parce qu'elles sont nécessaires. Elles sont nécessaires parce que les différentes phases de la production sont solidaires les unes des autres et que la fabrication que l'usine approvisionnée en charbon et en matières premières a à exécuter est impatiemment attendue par l'établissement à qui la mine ou l'entreprise de matériel roulant a commandé un outillage urgent.

Or, prévoir des heures supplémentaires, c'est simplement prévoir pour l'industriel la possibilité de demander à un moment donné à son personnel un effort supplémentaire.

Cet effort supplémentaire, toujours nécessaire, les ouvriers non seulement n'ont pas voulu l'accomplir, mais ont empêché ceux qui voulaient le faire. Et, en février 1920, M. Loze, secrétaire de la Fédération des Industries Chimiques, déclarait :

« Camarades, en attendant, nous devons nous appliquer à freiner le mieux possible la production » (1).

Et on avait assuré les patrons qu'elle ne diminuerait pas, et si les patrons demandaient à leurs ouvriers pour que cette production ne diminue pas, de consentir des heures supplémentaires, on les accusait de faire échec à la loi.

Les faits qui se sont passés à Lyon en février-mars

(1) *La Démocratie Nouvelle* du 7 mars 1920.

1920, éclairent la question d'un jour singulier. Ils sont d'autant plus significatifs que les vrais saboteurs de la loi de huit heures accusaient non seulement le patronat lyonnais, mais le patronat français tout entier d'enfreindre la loi.

Il ne fait pas de doute que les attaques officielles de la C.G.T., qui pendant ces grèves avait délégué un de ses représentants, M. Bourderon, à Lyon, avaient au fond un but politique.

Nous ne discuterons pas de ce dernier, restant strictement sur le terrain économique dans l'exposé rapide des grèves lyonnaises de février-mars 1920 (1), qui ont troublé si fort la vie de la grande cité.

§ II. — LES GRÈVES LYONNAISES DE FÉVRIER-MARS 1920

L'origine de ces grèves — comme celle de toutes les grèves qui sévissaient avec tant de fréquence à ce moment (1) — a pour cause le refus par les patrons d'une augmentation de salaires, sans contrepartie pour la production. Ces derniers déclaraient, en effet, qu'il était impossible d'augmenter les salaires dans les conditions de travail actuelles ; mais si

(1) Voir à ce sujet les différents tracts et affiches de la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques et l'exposé des faits dans l'*Information Ouvrière et Sociale*, n^{os} du 20 mars et suivants, et la *Journée Industrielle* du 18 février et suivants.

(1) G. HERVÉ, dans la *Victoire* du 25 février 1920, déclare que « l'épidémie de grève continue ».

les ouvriers veulent des salaires plus élevés, qu'ils fassent des heures supplémentaires.

Ce à quoi les dirigeants ouvriers répondaient : faire des heures supplémentaires, c'est porter un coup mortel aux huit heures et nous ne le voulons pas.

De là une campagne d'affiches dressant le Patronat contre la loi.

Pour poser les faits avec impartialité, nous nous contenterons de reproduire la doctrine de la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques, qui pose la question sur le véritable terrain économique et qui constitue, à elle seule, tout un programme.

Voici, en quels termes, la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône saisissait l'opinion publique et les travailleurs de la situation :

I. — *La loi de huit heures est intangible.* — Toutefois, elle admet certaines dérogations temporaires et notamment en cas de nécessités nationales. Dans l'esprit de beaucoup de gens, nécessité nationale veut dire guerre. Cette interprétation est trop étroite. Il y a d'autres nécessités nationales que la guerre. En particulier, il y a la ruine, celle-ci étant la conséquence directe de celle-là.

Or, de même qu'un particulier se ruine quand il dépense plus qu'il ne gagne, notre pays se ruine parce qu'il ne produit pas l'équivalent de ce qu'il consomme. L'effet le plus grave et le plus quotidien

de cette marche à la ruine est la dépréciation accélérée de notre papier-monnaie.

Le premier devoir du pays est donc de rehausser la valeur de notre billet de banque, en d'autres termes de freiner la cherté croissante de la vie, que faut-il pour cela ? Il faut augmenter la contre-partie de notre billet. Elle se compose de deux facteurs principaux : le crédit, la marchandise.

Nous devons par suite rétablir la confiance des prêteurs et fournisseurs, enfler rapidement notre production.

II. — *Pour rétablir notre crédit*, nous avons deux moyens : consolider nos créances douteuses ; équilibrer notre budget. Par suite, il faut d'abord que notre gouvernement impose fermement à l'opinion intérieure et étrangère cette idée que nous nous ferons payer par l'Allemagne : que restaurations, restitutions, seront soldées jusqu'au dernier centime ; que lorsque, en contre-partie d'un prêt ou d'une fourniture, nous offrons hypothèque sur cette créance, c'est parce qu'elle n'a rien de douteux. La lettre de change que nous tirons sur elle peut et doit être escomptée à un taux normal au lieu du taux usuraire pratiqué jusqu'ici. D'ailleurs n'est-elle pas avalisée par nos Alliés ?

Il faut ensuite donner aux étrangers (qui tiennent entre leurs mains le taux de notre change) l'impression que nous abordons en face nos difficultés financières, que nous sommes décidés à équilibrer notre budget par des ressources normales et non par des

appels réitérés aux capitalistes alliés, que nous voulons des finances saines, sincères, dignes de la confiance que nous devons inspirer.

Le Gouvernement s'est engagé dans cette voie : impôts nouveaux, emprunt intérieur, nouveaux prix du pain, des transports, etc... Il faut persévérer.

III. — *Pour augmenter la production* nous avons deux choses principales à réaliser rapidement : restaurer l'outillage dévasté par la guerre ; augmenter le rendement national.

La première mesure est en train ; elle n'a besoin que d'être accélérée. Nous y collaborons tous, nous n'avons pas besoin des encouragements du pouvoir, nous ne lui demandons même pas de facilités. Qu'il nous libère simplement de toute entrave ; qu'il ne gêne en rien le transport de nos matières premières et de nos produits fabriqués. Du côté ouvrier, la collaboration loyale que nous réclamons est englobée dans les considérations suivantes :

Pour augmenter le rendement national, pour produire et exporter, trois moyens ont été envisagés. Ils ont été longuement développés lors des débats parlementaires sur la loi de huit heures. Nous en avons une expérience de huit mois. Voyons ce qu'il faut encore en attendre.

a) Augmentation du rendement horaire des travailleurs.

Il est incontestable que les chefs qualifiés de la classe ouvrière ont fait une longue campagne dans

ce sens, mais à l'heure actuelle, après huit mois, cette campagne a produit tous ses effets. Il n'y a plus aucun progrès à escompter de ce côté-là.

b) Amélioration de l'outillage.

Par quels moyens ? Nous ne produisons pas celui qui est demandé. Allons-nous sur un marché aussi étroit faire concurrence à nos confrères des pays dévastés ? Acheter à l'étranger ? Faire encore hausser les changes et augmenter le prix de la vie ? Sans compter qu'en bon commerçant disposé à exploiter à fond la situation, l'étranger nous offre avec abondance le produit fabriqué et avec réserve les instruments de production. En outre, il faut tenir compte des pertes que subit l'industrie et qui lui rendent impossibles de nouvelles immobilisations au prix qu'atteignent les machines-outils.

c) Meilleure organisation du travail.

Mais les méthodes d'organisation rationnelle supposent *a priori* que les matières premières et demi-produits arrivent à l'usine en temps voulu et que les fabrications en série sont alimentées de tous les éléments nécessaires. Est-ce le cas ? Lequel d'entre nous n'est-il pas à chaque instant jugulé dans son organisation par le manque de telle ou telle matière première ? Lequel d'entre nous n'a-t-il pas déploré les effets de cette pénurie qui fait monter les prix de revient et diminuer la production ?

La vérité est que, tant que la pénurie de marchandises et de transports se fera sentir, nous ne pour-

rons utiliser rationnellement le plein rendement de notre outillage.

IV. — *Que faire ?* Il nous reste donc une seule ressource, le quatrième moyen auquel il est fait allusion au début de cette note : Dérogations temporaires à la loi de huit heures et pour cause de nécessité nationale, les heures supplémentaires étant réglées au tarif normal.

La production augmentera et les ouvriers trouveront le supplément de salaires qu'ils demandent. Mais ils donneront en échange un supplément de travail. Donc, aucune augmentation des prix de revient ni de vente, aucune cause de renchérissement de la vie.

Au contraire, toutes les causes d'amélioration économique développées ci-dessus, joueront simultanément. Le prix de la vie tendra à baisser, et nous pourrons revenir progressivement à l'application intégrale de la loi de huit heures.

L'ouvrier aura ainsi atteint le résultat qu'il attendait de cette loi : une existence plus confortable.

Il a été déçu parce que le pouvoir d'achat de son argent a diminué ; il sera déçu à chaque augmentation ne représentant pas un supplément de production parce que les prix de revient et les prix de vente augmenteront, le pouvoir d'achat d'une somme déterminée d'argent diminuera encore. En outre, les mercantis à l'affût de chaque augmentation de salaires l'exploiteront instantanément. En vendant son travail plus cher, l'ouvrier s'affaiblit, affaiblit son

instrument de travail : l'usine, et enrichit uniquement les intermédiaires anormaux.

CONCLUSIONS

La mesure que nous proposons et qui est nécessitée par l'état économique du pays est aussi la seule conforme aux intérêts véritables du travailleur.

Ajoutons, pour être juste, que les ouvriers lyonnais comprirent fin mars quels étaient leurs intérêts véritables (1).

Mais que dire en présence de ces faits, des attaques de la C.G.T. adressant même des lettres ouvertes au gouvernement sur la conduite des industriels lyonnais (2). Nous en concluons, que pour des motifs que nous n'avons pas à rechercher, mais qu'on devine aisément, la C.G.T. s'est opposée de toutes ses forces à l'accomplissement d'heures supplémentaires, manifestant ainsi la plus évidente mauvaise volonté à tenir les engagements qu'elle avait pris par la Fédération des Métaux en ce qui concerne la production.

Le résultat prévu depuis longtemps par les industriels c'est que, contrairement à ce qui avait été affirmé par les ouvriers, la production a diminué, et c'est là la plus triste conséquence économique.

(1) A la date du 1^{er} avril 1920, la fin de la grève était officiellement décrétée.

(2) V. *Journée Industrielle* des 7-8 mars 1920, la lettre ouverte adressée par la C.G.T. au Gouvernement.

§ 3. — LES RÉSULTATS

Des polémiques souvent ardentes se sont engagées sur la question de savoir si oui ou non, la production avait diminué par l'application des huit heures. On a vu que le Ministre du Travail, en janvier 1920, avait ordonné une enquête à ce sujet ; des organismes patronaux, des organismes ouvriers ont aussi enquêté : le résultat de ces enquêtes n'a jamais été publié. L'opinion publique aurait, en cas de publication, pu se rendre compte que les craintes qu'avait fait naître la loi de huit heures relativement à la diminution de la production se sont malheureusement réalisées. Quels remèdes pouvait-on y apporter ?

On pouvait d'abord songer à organiser le travail suivant les méthodes dites modernes (méthode Taylor) et à adopter de nouveaux modes de rémunération du travail, intéressant l'ouvrier à la production.

Mais d'abord beaucoup d'industriels hésitent à appliquer cette « taylorisation » qui fait de la spécialisation à outrance. Et à l'heure où le législateur, comme l'industriel, où le Parlement tout entier proclame la nécessité du développement de l'enseignement technique et professionnel, de l'obligation de l'apprentissage, est-il opportun de faire du taylorisme industriel ? Un ouvrier qui fait une seule chose toute sa vie et toujours la même chose, ne sera jamais un bon artisan : l'apprentissage et l'enseignement professionnel doivent apprendre à fond un

métier et non une spécialisation. « Laissez-moi vous dire, Messieurs, disait M. Tournon, au Sénat (1), lors de la discussion de la loi, qu'il est fort heureux pour l'industrie française et son avenir, pour la main-d'œuvre française, pour le goût français, que cette méthode ne puisse pas être universellement appliquée dans nos ateliers ».

Et puis, la méthode ne paraît guère applicable qu'aux grandes entreprises et, parmi elles, à la grosse mécanique et grosse métallurgie. Mais elle est d'une réalisation beaucoup plus difficile dans les industries de moyenne et petite importance, qui ne peuvent pas bouleverser leurs établissements pour renouveler leur outillage.

Des exemples en ont été donnés souvent par certaines usines de la région parisienne et du centre de la France, où par application du système Taylor on avait remplacé un ouvrier professionnel par deux ou trois manœuvres aux machines. La production augmentait... dans les mêmes proportions que le prix de revient. Où était le bénéfice au point de vue économique national ?

A propos d'une retentissante affaire lyonnaise, une personnalité industrielle lyonnaise écrivait :

« En réalité, ne serait-ce pas une méthode de production industrielle qui serait à réformer en cette affaire, méthode que l'on peut appeler, en synthétisant, méthode « mécaniste ». Elle construit une affaire où les hommes seront cependant des instru-

(1) Débats au Sénat. — Séance du 23 avril 1919.

ments essentiels comme on construit une montre. Elle fait fi de la psychologie, ou plus exactement elle méconnaît ce qu'on peut tirer des forces humaines en les utilisant humainement. Avec cette méthode, aussi peu de spécialistes que possible, mais plutôt des manœuvres. Les hommes sont interchangeable ; on compte sur leur production, sur la sûreté de leurs mains ou de leur cerveau comme sur la précision d'une machine bien étudiée. Tout le monde obéira strictement, j'allais dire servilement ; les personnalités sont presque prises en défiance. Il y aura donc carence des responsabilités et des initiatives. Seule la puissance organisatrice d'un même esprit créera tout, surveillera tout, supportera tout ».

Bien des gens en France se sont imaginé que c'était là la méthode américaine et le taylorisme en action ! La guerre, en ouvrant subitement des débouchés à certains industriels et en leur permettant de produire au maximum de leurs forces sans tenir compte du prix de revient puisque la vente à tout prix était assurée, la guerre toujours, en permettant à ces industriels d'avoir de la main-d'œuvre en abondance et de la mener militairement, l'influence même de certaines méthodes militaires, plus mécanistes que psychologiques (mais les psychologues n'ont-ils pas été les meilleurs chefs ?), tout cela en même temps qu'une admiration un peu candide pour ce qui nous venait d'Amérique, n'a-t-il point induit en erreur quelques industriels français ?

La taylorisation n'exige-t-elle pas, pour être mise en pratique, une arrivée constante et automatique de

matières premières qui corresponde à un écoulement des produits non moins constant. Or, quel industriel si bien organisé soit-il, peut-il être certain des besoins de sa clientèle. Le système Taylor, ne peut être intégralement appliqué, semble-t-il, que dans un pays neuf, gêné par aucune tradition, par aucune concurrence. L'industriel français sait organiser : il crée les organismes nécessaires à cette organisation, mais il ne les appelle pas du nom que Taylor les a appelés : ils existent cependant.

Et surtout, peut-on imposer le même travail à des ouvriers qui n'ont pas les mêmes aptitudes. « Au point de vue psychologique comme au point de vue physiologique, dit un ingénieur anglais, M. Myers, on aurait tort de vouloir imposer à tous une seule et même méthode, de vouloir couler tout le monde dans le même moule. Et les usines américaines déjà font appel aux spécialistes de la psychologie et de la physiologie pour réparer les bévues d'une méthode scientifique mal digérée » (1).

Nous n'en sommes pas moins persuadés, avec Taylor, qu'un meilleur aménagement du travail manuel de l'ouvrier contribue à l'amélioration de la production. Et, de fait, une certaine économie de temps a été réalisée dans un grand nombre d'industries en évitant certaines pertes de temps, par exemple en supprimant un casse-croûte prévu aupara-

(1) V. *Bulletin de la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques* d'octobre 1920 : « Une Critique du Taylorisme ».

vant dans les dix heures, en simplifiant les méthodes de travail, en l'organisant scientifiquement et en exigeant aussi de l'ouvrier huit heures de travail effectif, et non plus de présence à l'atelier.

Souvent aussi l'ouvrier a été encouragé à la production par des modes de rémunération qui diffèrent notablement des anciens tarifs à la journée ou aux pièces, et qui ont donné naissance aux tarifs York, Rowan, F. Bayle, Villans, etc.

Ces améliorations diverses ont souvent donné une amélioration de rendement horaire atteignant parfois 12 ou 15 %, alors que 25 % seraient nécessaires pour maintenir le rendement de la journée de dix heures. Toutes les assertions, et les théories ne valent pas les chiffres. Une enquête qui a été faite dans les industries métallurgiques portant sur 230 établissements donne les résultats suivants :

1° *Ateliers où ni les méthodes de travail, ni les méthodes de rémunération n'ont subi de modifications :*

1° Travail à l'heure : modification du rendement à l'heure :

En diminution : 20 (3.000 ouvriers).

Sans modification : 170 (48.600 ouvriers).

En augmentation : 30 (8.600 ouvriers), savoir :

De 0 à 10 %..... = 16

De 10 à 20 %..... = 11

De 20 à 25 %..... = 2

Au-dessus = 1

2° Travail aux pièces : modification du rendement à l'heure :

En diminution : 6 (1.600 ouvriers).

Sans modification : 100 (24.300 ouvriers).

En augmentation : 62 (13.000 ouvriers), savoir :

De 0 à 10 %..... = 27

De 10 à 20 %..... = 27

De 20 à 25 %..... = 3

Au-dessus = 5

2° *Ateliers où de nouvelles mesures ont été introduites :*

1° Travail à l'heure : modification du rendement horaire :

En diminution : 0.

Sans modification : 5 (280 ouvriers).

En augmentation : 17 (1.620 ouvriers), savoir :

De 0 à 10 %..... = 5

De 10 à 20 %..... = 6

De 20 à 25 %..... = 1

Au-dessus = 5

2° Travail aux pièces : modification du rendement à l'heure :

En diminution : 0.

Sans modification : 4 (230 ouvriers).

En augmentation : 14 (2.260 ouvriers), savoir :

De 0 à 10 %.....	= 5
De 10 à 20 %.....	= 6
De 20 à 25 %.....	= 0
Au-dessus	= 3

L'examen de ces chiffres prouve que le rendement horaire a en moyenne augmenté de 9 % alors qu'il aurait dû augmenter pour le moins de 25 % pour que la production restât la même que sous la journée de dix heures, comme il l'avait été dit antérieurement.

On ne manquera pas de dire — et c'est ce que les syndicats ouvriers proclament bien haut par affiches — que les patrons doivent améliorer l'outillage.

Mais outre que dans la petite et moyenne industrie l'outillage ne peut pas suppléer au travail de l'ouvrier, avec quoi améliorer l'outillage ? Il est presque impossible actuellement encore de se procurer du matériel moderne : en France, parce que les commandes d'outillage exigent des délais presque indéfinis et toujours dépassés ; à l'étranger, aux délais souvent aussi longs vient s'ajouter la crise de notre change ; enfin souvent la crise des transports qui a rendu impossible l'approvisionnement en matières premières indispensables à un matériel moderne. Et puis surtout, pour produire de l'outillage, il faudrait le temps nécessaire à le construire : on aurait pu y parvenir en bénéficiant des heures supplémentaires que les syndicats ouvriers, et non les ouvriers eux-mêmes, ont toujours refusées.

Ces perfectionnements ont été souvent envisagés

par les industriels, mais ils ne pouvaient être réalisés par suite :

De motifs d'ordre financier ;

De difficultés résultant de la pénurie de machines-outils impossible à se procurer ;

De l'impossibilité d'agrandir les établissements industriels ;

Enfin, pour certains, de la crainte de voir la production dépasser la puissance d'absorption de la clientèle.

Le remède aurait pu être cherché dans une augmentation correspondante de 25 % du personnel. Mais là encore on se heurte à des impossibilités pratiques par suite des pertes humaines subies par la France du fait de la guerre.

Pour la même enquête portant sur le sujet main-d'œuvre sur les 230 établissements visés :

200 ont recherché à recruter un supplément de main-d'œuvre ;

90 n'ont pu en trouver ;

70 en ont trouvé partiellement ;

40 en ont trouvé le nombre cherché, dont dix en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère.

Enfin, en ce qui concerne les heures supplémentaires, sur 325 établissements, il résulte que :

150 usines employant 50.000 ouvriers ne font pas d'heures supplémentaires.

145 usines employant 55.000 ouvriers en font dans une proportion de six à douze heures par semaine et par ouvrier, dont :

90	avec	41.000	ouvriers	font	de	0	à	6	h.
37	—	8.000	—	—	—	6	à	12	h.
18	—	6.000	—	—	—	12	h.	(1)	

En dehors des industries métallurgiques, les constatations sont les mêmes.

Pour la région de Grenoble, un rapport de M. Blanchard, membre de la Chambre de Commerce au Comité des Alpes Françaises donne les indications suivantes :

Construction mécanique et fabrique de boutons : réduction de production de 1/10°.

Papeterie : réduction de 30 à 40 %.

Plomberie-zinguerie : réduction de 20 %.

La Chambre de Commerce de Limoges a fait une enquête sur les industries de la chaussure et de la porcelaine : la diminution de la production est de 12 % en moyenne de la production (2).

A Lyon, une enquête menée dans tous les milieux industriels et commerçants accuse une diminution de 12 % en moyenne de la production (2).

On tirera de ces statistiques les conclusions que nous avons avancées précédemment. Si la loi avait été appliquée sans arrière-pensée par les ouvriers, si les dérogations prévues par son texte avaient joué librement, on aurait pu espérer, malgré les difficul-

(1) Ces résultats sont ceux donnés en février 1920, et portent sur des établissements occupant tous pour le moins 40 ouvriers.

(2) Enquête faite par l'Association Industrielle, Commerciale et Agricole de Lyon (A.I.C.A.).

tés de tous genres, maintenir la production au taux de la journée de dix heures.

Le règlement d'administration publique rendant la loi obligatoire dans la métallurgie à dater du 1^{er} septembre (1) prévoit, suivant les cas, des heures supplémentaires pouvant s'élever à 200 heures par an jusqu'en 1922, en cas de travaux urgents.

Peut-on espérer qu'ainsi les ouvriers consentiront à faire des heures supplémentaires — ou mieux n'empêcheront pas ceux de leurs camarades qui veulent en faire ?

On pourrait l'espérer de la partie intelligente et saine de la classe ouvrière qui réfléchit, mais on peut en douter par les oppositions qui se sont manifestées et se manifestent encore de la part de certains syndicats ouvriers.

Quoiqu'il en soit on est obligé de constater qu'au point de vue économique, la loi de huit heures a eu des conséquences sinon funestes, du moins pernicieuses, dans les circonstances actuelles où notre relèvement économique est seulement à son début.

Mais, en outre, en créant par la sous-production et par suite du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, des prix forcément élevés, les huit heures, par leurs répercussions économiques sur la production ont eu une influence directe sur les salaires.

(1) Décret du 9 août 1920, paru au *J. O.* du 15 août.

CHAPITRE IV

La Loi de huit heures et sa répercussion sur les salaires.

« La réduction des heures de travail ne pourra,
« en aucun cas être une cause déterminante de la
« réduction des salaires. Toute stipulation contraire
« est nulle et de nul effet ».

Ainsi s'exprime l'art. 2 de la nouvelle loi.

C'est la première fois que la loi, sans légiférer d'une façon absolue sur la question, édicte ainsi des règles en matière de salaires.

Pas de réduction de salaire qui n'aurait pour base que la réduction de la durée de travail, tel est le sens de la loi, qui fait que patrons et ouvriers peuvent ne pas être « figés » dans le maintien du taux pratiqué à l'époque de la promulgation de la loi, et que des accords entre patrons et ouvriers, ou des accords intersyndicaux, peuvent toujours, suivant les événements, faire varier le taux des salaires. Reconnaître cette faculté à la loi aurait été dangereux ; le législa-

teur est impuissant à réglementer les salaires : il n'a aucun élément certain d'appréciation pour ce faire.

Déclarer seulement que le taux des salaires ne sera pas diminué, était déjà audacieux à l'époque où cette déclaration était faite, eu égard à l'influence de cette décision sur les salaires.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le salaire comporte deux éléments fondamentaux : la somme payée aux échéances fixées par le contrat de travail, qui constitue le *salaire nominal* et le degré d'aisance ou de bien-être que procure cette somme, qui constitue le *salaire réel*. C'est toujours pour augmenter leur bien-être et pour aspirer à un mieux-être toujours désirable, que les ouvriers, en se basant sur le coût de la vie exigeant un salaire minimum au-dessous duquel il est impossible de vivre, ont demandé des augmentations de salaires.

Or, il est un fait patent : c'est que, depuis 1914, les salaires ont haussé progressivement : le salaire réel a-t-il augmenté ? Les causes de la hausse des prix sont multiples ; sans rechercher ici à quels motifs, politiques ou autres, le Gouvernement, ou plutôt un ministre, a obéi en introduisant dans les industries travaillant pour la Défense nationale, les salaires que l'on sait, il est évident que cette hausse des salaires a déclenché l'accélération de la marche ascendante des prix. La diminution des heures de fabrication entraîne le renchérissement des produits si aucune réaction n'intervient et ne modifie la relation entre la cause et l'effet.

Cette hausse générale a naturellement entraîné le

renchérissement des produits, et en présence de cette élévation du coût de la vie, les exigences des salariés se sont accentuées. C'est dans ces conditions de salaires que la loi du 23 avril 1919 avait réduit la journée de travail en maintenant les salaires payés. Conséquence : la diminution de la durée de travail, diminuant la production, il y a moins de produits sur le marché à partager : par suite le salaire réel diminuera. Mais inversement, la valeur de la marchandise dépendant non seulement de son utilité absolue, mais encore de son utilité jointe à la difficulté que l'on éprouve à se la procurer et à la remplacer par une autre, et le travail humain étant indispensable, le besoin qu'on en a, malgré la réduction des heures de travail, est aussi grand qu'auparavant, par suite, la journée de huit heures ne doit pas abaisser le salaire nominal. Bien plus, dirons-nous, elle doit l'élever : réduire les heures de travail, c'est réduire l'offre de travail : la marchandise travail se raréfie : donc elle est plus chère : augmentation du salaire nominal.

Et ce sont là les conséquences les plus directes de la loi de huit heures en ce qui concerne les salaires : augmentation du salaire nominal, diminution du salaire réel. Toutes les grèves qui ont eu lieu depuis avril 1919 en France, et qui étaient dans une proportion de 70 % environ, motivées par une augmentation de salaires (1) en sont la plus éclatante démon-

(1) Le *Bulletin du Ministère du Travail* indique qu'en septembre 1919, sur 171 grèves, 133 avaient pour cause une aug-

tration, et les conséquences en sont graves au point de vue de l'intérêt général.

Jouissant de salaires nominalement plus élevés, les consommateurs croient pouvoir se donner plus de bien-être ne se rendant pas compte, par suite d'un préjugé ou erreur économique très répandu, que le pouvoir d'achat que leur confère une certaine quantité de monnaie dépend en dernier lieu du travail qu'ils ont dû fournir pour obtenir cette monnaie, ni que le pouvoir d'achat diminue dans la proportion où le coût de la production a augmenté.

Par suite de la diminution de la production, nous l'avons vu, consécutive à la loi de huit heures, le coût de production a augmenté immédiatement après la loi de huit heures, appliquée si libéralement par le patronat français, parce que l'entrepreneur était obligé de majorer son prix en raison du renchérissement de la vie, faisant payer ses efforts et ses sacrifices plus chers qu'auparavant, parce que ses produits sont de plus en plus recherchés.

D'autre part, et par voie d'incidence, cette augmentation générale donne l'illusion à chacun d'avoir les moyens de jouir davantage en se donnant moins de peine ; conséquence : l'offre de force du travail diminue, l'industrie se resserre, de nouvelles hausses

mentation de salaires ; en octobre 1919, 184 grèves, 144 avaient pour cause une augmentation de salaires ; en novembre 1919, 172 grèves, 157 avaient pour cause une augmentation de salaires

de prix se produisent, de nouvelles augmentations de salaires se font jour.

Ces augmentations de salaires sont d'ailleurs purement fictives, apparentes seulement, parce qu'elles ne sont pas justifiées par les conditions économiques de la production. Nous avons vu plus haut que les patrons lyonnais, dans la thèse qu'ils soutenaient lors des grèves de février-mars 1920, posaient nettement la question sur ce terrain économique et social : pas d'augmentation de salaire qui ne corresponde pas à une augmentation de production : c'était comprendre la vraie formule économique d'intérêt général.

Faire autrement, c'est favoriser l'accroissement du coût de la vie influant directement sur les salaires : si le coût de la vie augmente, parce qu'il exigera un taux minimum pour vivre plus élevé, les salaires augmenteront. Cette influence est tellement grande qu'on voit certains industriels accorder à leurs ouvriers un salaire comprenant deux éléments :

Une partie fixe et une partie variable suivant les fluctuations du coût de la vie. L'indice du coût de la vie est établi chaque mois et la prime de cherté de vie ainsi allouée varie suivant que le taux de la vie a augmenté ou diminué.

Cette influence du coût de la vie sur les salaires n'est cependant ni nécessaire ni constante : elle ne fixe aucune limite au-dessus de laquelle le salaire ne saurait monter, mais elle paraît indéniable : d'où, semble-t-il, un cercle vicieux qui peut s'énoncer comme suit :

Les salaires augmentent parce que le coût de la vie

(et entendez par là le minimum nécessaire à l'ouvrier pour vivre) augmente.

Le coût de la vie augmente parce que les salaires augmentent, et que le bien-être (apparent seulement) qui en résulte, donne l'illusion d'être plus riche.

Mais cette affirmation rigoureuse n'est que le résultat d'un préjugé économique : si le coût de la vie augmente de 20 %, les salaires n'augmentent pas nécessairement de 20 % : en fait, les salaires ne suivent jamais la même proportion et il y a toujours, de côté ou d'autre, « contraction économique ».

Au lieu d'être réglés par le jeu de l'offre et de la demande, on a en effet posé comme principe, que les salaires devaient suivre le coût de la vie et même permettre à l'ouvrier de consommer sensiblement plus qu'auparavant. Or, si la progression s'était réglée sur la valeur marchande de la production due au travail, comme c'était le cas avant la guerre, et comme il est naturel sous un régime de liberté, elle eût constitué un progrès social incontestable. Mais le danger est qu'on a voulu la faire coïncider avec une réduction de la durée du travail et de son rendement à l'heure, sans tenir compte de la situation du marché.

Tous les économistes sont au surplus unanimes à reconnaître la folie que l'on faisait en voulant jouer d'un progrès avant d'avoir employé les moyens de le réaliser. Lors d'une récente réunion de la Société d'Economie Politique de Paris, M. G. Martin déclarait : « On a cru pouvoir donner aux ouvriers les moyens de consommer plus en travaillant moins, par la hausse des salaires. Quand les patrons déclai-

raient impossible de donner satisfaction à certaines exigences, la puissance publique pesait sur eux et trop souvent refusait de protéger contre la violence des grévistes les employeurs et employés qui eussent voulu continuer le travail dans des conditions raisonnables. Il faut que les ouvriers produisent autant qu'autrefois s'ils veulent garder leur « *standard of life* » ou qu'ils acceptent la réduction de leurs gains s'ils veulent maintenir la réduction de leur production » (1).

Les conséquences de la réduction des heures de travail, diminuant en fait la production, et produisant une hausse de salaires, débordent d'ailleurs le cadre industriel proprement dit et se répercutent sur l'ensemble des consommateurs par suite des transformations économiques qu'elles apportent dans l'Etat, en aggravant le malaise social.

Ce malaise social pèse de tout son poids sur notre pays depuis la guerre, et pèsera encore aussi longtemps que l'équilibre économique ne sera pas rétabli et il ne peut l'être qu'en équilibrant le marché du travail par la production répondant aux besoins de la consommation : et c'est ainsi que la journée de huit heures a eu et aura une influence directe sur le régime douanier des pays.

Nous avons vu que la France était, parmi les nations belligérantes, celle qui sortait la plus meurtrie

(1) Rapporté par l'*Economiste Français*, n° 51 du 18 décembre 1920.

de la grande tourmente. Si, à l'étranger, les conditions économiques permettent de donner des salaires moins élevés qu'à l'ouvrier français, par cela même les producteurs français, en outre des causes d'infériorité à l'égard des matières premières sont soumis à une concurrence de plus en plus forte, et l'on voit ouvriers et producteurs réclamer protection à la loi.

Les protectionnistes, en effet, ne manquent jamais de mettre en avant dans leurs revendications, l'intérêt des ouvriers. Dénier à la protection douanière toute influence sur les salaires paraît difficilement soutenable ; les entrepreneurs protégés par des droits prohibitifs contre la concurrence étrangère, réalisant de plus gros profits, sont à même d'offrir des salaires plus élevés : pendant la guerre n'a-t-on pas vu, et ne voit-on pas encore, les campagnes se dépeupler progressivement au profit des centres manufacturiers où les salaires élevés attirent les ouvriers agricoles.

Mais nous croyons que c'est agir contre l'intérêt général et que la protection douanière va contre les intérêts mêmes de la classe ouvrière. Par le fait même qu'elle empêche, dans une certaine mesure, l'importation des produits étrangers, elle fait obstacle à l'exportation des produits nationaux, et comme, en définitive, l'échange s'opère toujours produits contre produits, le travail encouragé d'un côté est découragé de l'autre. Il se produit même souvent, et c'est le danger que crée la crise en aggravant le malaise, que la protection fasse plus de tort que de bien au travail, si, pour soutenir une industrie nationale, elle ruine par le renchérissement des matières

premières une industrie d'exportation florissante (1).

Ce qui fait, qu'en définitive, ce n'est pas tel ou tel système qui augmentera, seul but à poursuivre, le pouvoir d'achat de l'ouvrier en diminuant au point de vue économique, les frais généraux nationaux qui sont ceux de chaque consommateur pris individuellement dans la collectivité que forme la nation, car

(1) V. à ce sujet : La question des salaires ou la question sociale, par Ed. VILLEY.

Et l'exemple donné par l'industrie automobile est une confirmation éclatante de notre thèse.

Cette dernière jouissait de tarifs protecteurs de 70 % *ad valorem*. Conclusion : protégés par des droits élevés, les industriels constructeurs d'automobiles payaient des salaires élevés parce qu'ils vendaient cher, conséquence : les salaires s'élevaient dans toutes les industries, hausse de vie

Par décret du 23 décembre 1919, ces droits de protection furent ramenés à 45 %. Tout alla bien jusqu'au jour où l'industriel américain annonça une baisse de 30 % générale, ce qui permet d'avoir une voiture automobile américaine, compte tenu très largement de tous les frais, sept fois meilleur marché qu'une automobile française en France. Et, l'industrie automobile se sentant menacée, demande le retour à une protection très forte.

Mais où est l'intérêt général ? Convient-il de protéger les constructeurs français contre les constructeurs américains ou convient-il de protéger les millions de consommateurs en leur permettant — ce qu'ils désirent — d'acheter une automobile quelconque au plus bas prix ? A qui la protection doit-elle profiter ? Aux forts contre les faibles ou aux faibles contre les forts ?

Et puis ne voit-on pas que si les droits *ad valorem* sont majorés en faveur de l'industrie automobile, ce sont toutes les autres industries qui seront dans un état d'infériorité ?

N'est-il pas évident encore que, du coup, les salaires des

ce n'est pas le plus ou moins d'abondance de numéraire qui fait la richesse d'une nation, c'est le seul pouvoir d'achat de ce numéraire (1).

Hausse des salaires : hausse des prix de revient, et des prix de vente : diminution de la production, inflation monétaire, tout se tient pour produire la vie chère. Et l'industriel, en conséquence de l'application immédiate et trop brutale de la loi de huit heures, au moment où, après l'armistice, il reprenait le travail, a eu à payer dans des proportions bien plus fortes qu'avant la guerre, et les matières premières et les salaires et la rémunération du travail sous toutes ses formes. Les conséquences s'en font sentir pour tous.

ouvriers de l'automobile hausseront entraînant ceux de tous les autres dans une hausse égale.

Aussi, d'accord avec de grands constructeurs d'automobiles (V. dans la *Journée Industrielle* des 3-4 octobre 1920, les interviews du marquis de DION et de M. A. CITROEN) nous pensons que pousser à la protection n'aurait que de graves répercussions sur les salaires.

L'interdiction des importations aurait comme conséquences immédiates, soit de provoquer des représailles de la part des pays intéressés, soit l'imitation par d'autres des mesures employées. Et l'argument n'est-il pas typique de voir la même industrie française réclamer contre l'interdiction d'importer décrétée par le gouvernement italien, et réclamer d'un autre côté cette même interdiction pour les voitures américaines !

(1) V. à ce sujet au point de vue de la répercussion industrielle pure : « *Les Salaires ouvriers et la Richesse nationale*, par F. BAYLE, Dunod, éditeur.

Cette marche ascendante des prix qui a comme répercussion une inflation fiduciaire considérable, crée une situation économique et sociale dangereuse : en élevant le taux général actuel des prix, elle ne correspond nullement à un nouvel état de l'équilibre économique. « Faussant les données usuelles de la vie sociale, elle crée le mirage le plus dangereux en provoquant la contraction de la production tout en développant les appétits. En présence de l'impossibilité de satisfaire leurs besoins exaspérés, les masses sont effectivement tout naturellement portés à se distribuer du moins la totalité des biens existants : c'est ce qu'on appelle le bolchévisme » (1).

(1) Une solution à la hausse générale des prix, par J. MORET, dans la *Revue d'Economie Politique*, n° 4, 1919.

CHAPITRE V

La Loi de huit heures et l'utilisation des loisirs de l'ouvrier.

§ 1. — LE CARACTÈRE SOCIAL DE LA LOI DE HUIT HEURES

Nous avons ainsi exposé les conséquences purement économiques de la loi de huit heures. Mais nous disions déjà que la loi soulevait un problème social de grande portée : c'est celui de l'utilisation des loisirs de l'ouvrier.

Donner à l'ouvrier deux heures de loisir de plus par jour pose le problème de l'utilisation de ce loisir, problème qui n'a pas échappé au législateur lors de la discussion de la loi, mais qu'il n'a fait que soulever, sans le résoudre. M. Ribot, président de la Commission sénatoriale chargée d'examiner le projet de loi, déclarait au Sénat : « Nous ne pouvons assister impassibles à cette diminution des heures de travail et croire que notre besogne est ainsi terminée. Il nous faudra multiplier pour les ouvriers qui ont des

loisirs les moyens de ne pas les dépenser dans une oisiveté contraire à leur santé et à leur vie. Il faudra multiplier les moyens d'éducation, les mettre à leur portée. Il faudra surtout faire un effort plus énergique encore au lendemain de cette loi pour améliorer le logement des ouvriers en France.

Ce sont là d'utiles paroles et de sages conseils, mais n'eût-il pas mieux valu prévoir en même temps que la loi fixait les conditions de durée du travail, les conditions morales de son application ? Au lieu de proclamer la lutte contre l'alcoolisme, n'eût-il pas mieux valu une réglementation rigoureuse des débits de boisson ?

L'utilisation des loisirs de l'ouvrier est le problème social important dont la solution est à trouver à la suite de la loi de huit heures.

L'homme vivant en société n'est qu'une partie infinitésimale de la collectivité dans laquelle il vit : il a des devoirs envers elle, comme elle en a envers lui. L'ouvrier, le travailleur, sorti de l'atelier, n'est pas isolé dans la vie ; il est lié à la société par tous les organismes auxquels il appartient et ce sont ces organismes qui doivent lui permettre d'occuper ses loisirs : famille, groupement professionnel, politique, religion, etc...

La loi du 23 avril 1919 a été, à cet égard, excessivement favorable, elle a institué une règle très souple qui permet de combiner la loi de huit heures avec la semaine anglaise.

Pratiquement, les deux modes les plus employés sont deux ou trois équipes de huit heures, de façon

continue, ou huit heures coupées par un repas de deux heures à deux heures et demie, à midi ; en fait, la plupart des ouvriers sont libres vers cinq heures, cinq heures et demie du soir. Comment l'ouvrier va-t-il employer ses loisirs ? Remarquons que son éducation sociale et professionnelle est indispensable au bon fonctionnement de la loi de huit heures : si l'on veut récupérer entièrement la diminution de production que causent encore aujourd'hui les huit heures, il faut que l'ouvrier travaille autant, c'est-à-dire travaillant moins longtemps, travaille mieux : c'est son éducation professionnelle qui entre en jeu. Il faut, en outre, que la bonne volonté du travailleur soit assurée, qu'il comprenne mieux les intérêts qui le lient à l'entreprise qui l'emploie, qu'il se rende compte aussi qu'il est un organe social de la société : c'est son éducation sociale qui est à perfectionner.

Or, quand on examine la loi, on remarque que toute latitude est laissée — et ceci dans un but d'apaisement et d'entente entre ces deux ennemis en apparence inconciliables : le capital et le travail — aux patrons et aux ouvriers pour l'organisation du travail : syndicats patronaux d'un côté, syndicats ouvriers de l'autre, sont libres de prendre tels accords pour organiser le travail dans les limites de la loi. Ne peut-on pas dire que cette faculté était laissée pour organiser aussi les loisirs de l'ouvrier.

La *Journée industrielle* du 13 mai 1919, publie à ce sujet l'appel du Syndicat des Ingénieurs-Mécaniciens, qui est en quelque sorte le programme social de la journée de huit heures. « Pour obtenir un tra-

vail plus profitable et mieux compris, y est-il dit, il est nécessaire de développer l'éducation de l'ouvrier en lui expliquant le rôle social de la production, le non sens du haut salaire en soi, la définition du numéraire qui ne tient sa valeur que des richesses concrètes qu'il représente. Il faut maintenir à tout prix, augmenter les qualités de la main-d'œuvre, c'est-à-dire former des hommes capables de devenir des ouvriers d'élite : d'où nécessité absolue de commencer leur éducation générale dès leur enfance (suppression de l'alcool, limitation et surveillance rigoureuse des boissons débitées par les établissements voisins des usines, création de cités ouvrières ; généralisation des sports, conférences, cours, séances de cinéma vulgarisant les applications de la science, salle de lecture, le tout établissant une corrélation nécessaire entre les heures de travail des parents et les heures de cours des enfants) ».

Evidemment, voilà un programme : son but : uniquement donner à la journée de huit heures toute sa portée sociale. Tout le monde approuvera un tel programme, mais pratiquement, personne ne le réalisera. Le Parlement a fait la loi de huit heures au point de vue du travail : il a omis — et c'est une erreur regrettable — de créer les éducateurs sociaux pour la compléter.

« Un grand industriel, écrit M. César Chabrun (1)

(1) Voir la *Semaine Sociale de France*, XI^e session, Metz 1919 : Le Cours de M. César CHABRUN sur la journée de huit heures.

disait naguère avec découragement : « La journée de huit heures exige pour être salubre, l'éducation de l'ouvrier, mais où sont les éducateurs ? Et l'auteur ajoute : on pourrait répondre par le « gnôti séauton » de Socrate : le premier éducateur de l'ouvrier est tout naturellement le patron.

Nous avons noté que la loi sur la journée de huit heures créait en quelque sorte une collaboration obligatoire, constante entre patrons et ouvriers ; cette collaboration doit se continuer au-delà des intérêts industriels purs pour rayonner dans toute l'activité sociale. L'industriel, autorité sociale, n'a pas rempli tous les devoirs de sa fonction quand, à l'atelier ou dans son cabinet de travail, il a réussi à perfectionner telle méthode, à améliorer tel produit : la question des loisirs laissés à l'ouvrier par la journée de huit heures doit être au nombre de ses préoccupations : c'est le rôle social qu'il lui reste à accomplir (1) au même titre qu'à l'Etat gardien de la société tout entière. C'est que l'industriel doit, en fait, se considérer comme le chef de la famille ouvrière qui travaille autour de lui (2). Comme l'Etat qui a intérêt à bien administrer la famille française, l'industriel a le plus haut intérêt — et c'est aussi l'intérêt du pays — que la famille ouvrière soit bien admi-

(1) V. *Bulletin Officiel de la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques*, l'article intitulé : « La tâche sociale de l'industriel ».

(2) On lira avec fruit à ce sujet l'opuscule de M. ROMANET, directeur des Etablissements Joya, à Grenoble, sur « Les Institutions Sociales à Grenoble en faveur des travailleurs ».

nistrée et vive d'une vie aussi normale que possible.

Voilà toute la question. Comment est-elle résolue en fait ?

§ 2. — LES RÉALISATIONS PRATIQUES

Constatons d'abord que l'action de l'Etat a été nulle ou presque nulle, et qu'elle continue de l'être. C'est dire que l'initiative privée doit suppléer à cette insouciance officielle.

Lors de la discussion de la loi à la Chambre, M Pottevin, député, signalait que la tuberculose, cette « maladie industrielle » faisait chez nous trois fois plus de victimes qu'en Angleterre. Or, il est à se demander pourquoi la France, qui jouit d'un climat salubre, dont les ouvriers jouissent de ressources et de conditions de travail aussi bonnes qu'en Angleterre, pourquoi la France paie à la tuberculose un tribut trois fois plus élevé que l'Angleterre.

Nous connaissons tous le remède : donner l'hygiène à l'ouvrier, supprimer l'alcool et lui procurer un logement hygiénique où pénètrent à flots la lumière et le soleil : qu'ont fait à ce sujet les pouvoirs publics ou les ministères intéressés ? Rien, ou presque rien. Qu'ont fait les industriels ? Un peu plus, mais ils ont encore beaucoup à faire.

Un fait digne de retenir l'attention, c'est, dans toutes nos régions industrielles, le développement pris par l'établissement de débits de boisson dans le voisinage des usines. Et l'on voit, à l'heure des rentrées, l'ouvrier qui ne rentre jamais avant l'heure,

passer ses cinq ou dix minutes au café du coin, en absorbant l'alcool funeste.

Qu'a fait l'Etat pour limiter le nombre des débits de boisson en ces endroits ?

Qu'a fait l'industriel, que peut-il faire ?

D'abord l'éducation de l'ouvrier par une propagande de tous les instants. Des associations existent en France, comme l'« Etoile bleue » qui cède, à très bas prix, des brochures de propagande et qui édite des affiches illustrées contre l'alcoolisme ; la ligue nationale contre l'alcoolisme s'est constituée pour lutter contre ce fléau avec sa devise : l'alcool voilà l'ennemi. Mais il y a mieux à faire et c'est ce qu'a fait notamment la Société de Blanchisserie et Apprêt de Thaon-les-Vosges : « pour lutter contre l'habitude néfaste du petit verre souvent pris à jeun, la direction a fait installer à proximité des deux principales entrées de l'usine, des kiosques où se vendent chaque jour entre cinq et six heures du matin des verres de café et de thé chauds, à raison de 0 fr. 05 le verre. Des kiosques semblables ont été établis plus loin où tous les passants peuvent se faire servir des boissons chaudes. Deux mois après cette organisation, toutes les lumières des cabarets voisins s'éteignirent pour ne plus s'allumer » (1). M. Villain qui rapporte

(1) Rapporté par M. F. VILLAIN, ingénieur en chef des Mines, vice-président du Comité des Forges et des Mines de fer de Meurthe-et-Moselle, dans une conférence faite à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale,

ce fait, se hâte de conclure que, malgré l'indifférence des pouvoirs publics en matière de lutte contre l'alcoolisme, malgré l'insuffisance de nos lois, l'initiative privée de l'industriel peut lutter efficacement contre l'alcoolisme : le pouvant, l'industriel doit le faire.

Cette lutte contre l'alcoolisme près de l'usine doit être complétée : là où la journée de huit heures est faite en deux périodes d'égale durée, l'ouvrier est libéré très tôt : généralement, il quitte l'usine vers 5 h. 30 du soir, il a du temps devant lui. Ce temps disponible, tous les efforts doivent être faits pour qu'il le passe en entier dans sa famille, chez lui. Il ne servirait à rien en effet de prendre des dispositions pour sauvegarder la santé de l'ouvrier, si on ne lui procure pas un lieu où il puisse, en fuyant le cabaret, se retrouver avec plaisir parmi les siens.

Dans les grandes villes surtout, le mal est considérable ; par économie, par négligence, pour ne pas être trop éloigné de l'établissement où il travaille, l'ouvrier se loge dans une habitation souvent malsaine, voire même sordide ; et il arrive alors que le logis étant incommode, pendant que la femme vaque aux besoins du ménage, l'enfant vagabonde dans la rue, et le père s'en va au cabaret.

Or, la question du logement ouvrier est une de celles dont la solution est des plus urgentes : avec les loisirs que la loi de huit heures laisse à l'ouvrier, il y va de la santé physique et morale de ce dernier.

Les Pouvoirs publics se sont occupés de la question, et le législateur, par des lois successives, s'est

efforcé de porter remède à la « crise du logement » et la crise continue. La loi est impuissante à la résoudre : celle du 24 octobre 1919 porte bien à 500 millions le montant global des prêts que peut consentir l'Etat, mais la situation des finances publiques ne permet pas d'aller au-delà. Il est difficile de compter sur le crédit privé : l'industriel, sans nuire au crédit dont il a, actuellement, le plus pressant besoin, ne pourra généralement pas faire appel au crédit hypothécaire. Il faut donc que l'initiative privée intervienne et se substitue à l'Etat.

Mais cette initiative privée se trouve elle-même paralysée ; un grand nombre de facteurs interviennent pour arrêter soit l'industriel isolé qui veut faire construire des habitations ouvrières, soit le capitaliste qui ne trouve plus un intérêt rémunérateur dans les prêts, aux sociétés immobilières (1), soit le propriétaire bien intentionné qui se rend compte que le prix auquel il faudrait louer les logements est beaucoup trop élevé pour retirer l'intérêt, au taux légal, de son capital.

Malgré ces difficultés, des industriels se sont groupés entre eux et ont fait construire des logements ouvriers ; d'autres ont constitué des sociétés immobilières, qui prennent à leur charge la construction des immeubles, et ainsi on peut espérer une lente amélioration du logement ouvrier : le taudis doit faire place au logement clair et ensoleillé. Aussi faut-il

(1) Voir à ce sujet le *Bulletin Officiel de la Chambre Syndicale*, n° 6 : « La Crise du Logement, par M. H. TEISSIER.

signaler l'effort si louable de la Caisse Foncière de Crédit, créée par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, qui a prêté aux industriels voulant construire des maisons ouvrières, plus en un an que l'Etat en dix ans !

Nombre d'industriels privés et de Sociétés industrielles, dès avant la guerre, procurèrent des logements à leurs ouvriers ; dans l'Est et le Nord de la France, notamment, l'institution était très développée ; dans le Centre, les grandes sociétés métallurgiques avaient aussi fait édifier des maisons ouvrières, qu'entourait souvent un petit jardin. Mais l'œuvre dans nos départements dévastés est à refaire, et dans les autres est à continuer et souvent à créer.

A côté de la maison, en effet, l'ouvrier doit retrouver le jardin : il est bon de se rendre compte que l'occupation des loisirs de l'ouvrier doit avoir pour centre la famille : aux jours plus longs de la belle saison, la famille se trouvera encore groupée au jardin pour un travail commun qui sera encore un plaisir. Et quiconque a vu, à Lyon même, dans le quartier de la Mouche où les jardins ouvriers se développent à l'envi, l'ouvrier, près de sa famille, occupé à ses plantations, son fils arrosant copieusement les plates-bandes, la mère assise sur un petit banc, et occupée à quelque tricot, ne nous contredira pas. L'œuvre lyonnaise des jardins ouvriers est une œuvre sociale de tout premier ordre et doit se développer : si les espaces libres ne sont pas contigus aux villes, les commodités de transport en commun, doi-

vent permettre de trouver des terrains pas très éloignés. Le jardin développe, en outre, chez l'ouvrier le sens de la propriété et de l'épargne : nous connaissons tous des ouvriers qui font produire à la terre tous les légumes que le ménage consomme. C'est une économie réalisée avec plaisir et aux heures de repos.

Dès 1919, la Société de Saint-Gobain créait entre les ouvriers de ses usines, glacerie et produits chimiques, de Montluçon, une « Union horticole » dont chaque ouvrier peut faire partie en payant une cotisation annuelle de 2 francs. Le but est ainsi expliqué par la Société :

« La loi de huit heures donne à tous les ouvriers et employés des loisirs qu'ils doivent chercher à utiliser pour leur bien-être et celui de leur famille. Agréable autant qu'avantageuse, la culture du jardin se fait à moments perdus : tout homme arrivant à son jardin y passé des heures pleines de charme et la peine qu'il s'y donne est comme un délassément des fatigues du jour.

« Le jardin procure des légumes, des fruits et des fleurs, et il donne aussi, santé, force et gaieté.

Petits ou grands, chacun trouve dans le jardin, des occupations en rapport avec son âge et ses forces : le jeune homme y prendra goût et ne connaîtra pas le chemin du cabaret où l'attirent les jeux et la boisson ».

Et la Société déclare qu'elle organisera des tombolas gratuites dont les prix seront constitués par

des outils de jardinage, et organisera des visites aux expositions et concours horticoles (1).

La conclusion de cette heureuse initiative consécutive à la loi de huit heures, c'est que l'usine possède près de 300 jardins : la location est gratuite pour les familles ayant au moins deux enfants, elle est de 3 francs pour les familles ayant un enfant et de 5 francs pour les ménages sans enfant.

Voilà une initiative qui mérite d'être suivie.

On peut objecter cependant que tous les ouvriers n'ont pas le don ni le goût du jardinage : c'est exact. Aussi doit-on, comme on l'a dit lors de la discussion de la loi, procurer à l'ouvrier célibataire comme à l'ouvrier marié, que les travaux de la terre n'attirent point, le moyen d'occuper ses loisirs à se perfectionner dans son rôle social, c'est-à-dire en lui procurant des bibliothèques, des salles de réunions, de conférences. Malgré les promesses faites à cet égard, l'action de la loi est absolument nulle dans ce domaine, et c'est à l'initiative privée qu'il faut faire appel.

Certaines grandes sociétés peuvent sans doute organiser dans des salles spéciales louées ou construites à cet usage, des conférences ou des bibliothèques, comme cette grande société industrielle qui

(1) V. dans le *Bulletin du Ministère du Travail* d'octobre 1920, p. 402 et suiv., les constatations des inspecteurs du travail signalant les initiatives les plus intéressantes des industriels pour l'utilisation des loisirs de l'ouvrier (salle des fêtes, fanfare, sports, jardins, logements, etc.).

installant de nouvelles usines à 10 km. de la ville, commençait, en édifiant sa cité ouvrière, par faire construire une salle de fêtes, et un établissement de douches, qu'entouraient bientôt, dans des rues se coupant à angles droits, de coquettes maisons ouvrières.

Mais l'affaire de moyenne importance ne peut arriver à créer semblable organisation. Elle ne doit pas s'en désintéresser.

Faut-il citer l'œuvre admirable des Foyers civils, succédant aux Foyers du soldat. Ces foyers du soldat qu'on a vus pendant la grande tourmente dans toutes les villes de garnison et à l'arrière du front, étaient, disait le maréchal Pétain, « un remède contre les forces dissolvantes du moral de nos combattants ».

L'heure est maintenant aux œuvres bienfaisantes de la paix pour la reconstruction matérielle et morale : à cette œuvre de paix, l'Union Franco-Américaine, de même qu'elle avait contribué à soutenir les forces du combattant, apporte sa collaboration pour conserver les forces morales de l'ouvrier. Son programme : elle l'établit dans une déclaration très nette :

« Nous rêvons de faire du Foyer le lieu de ren-
« contre de la communauté sur le terrain moral et
« social. Nous voudrions qu'il fût une terre d'élec-
« tion, où les passions s'apaisent, où l'on peut se
« rencontrer sans rien perdre de son individualité,
« sans se croire obligé de se plier à une règle de
« pensée commune, dans une atmosphère de vraie

« et confiante fraternité basée sur le respect
« mutuel ».

« Ouvert indistinctement à tous, n'obligeant à au-
« cune renonciation, ni à aucune affirmation impo-
« sée, réunissant les hommes de toutes qualités, de
« toutes croyances politiques et confessionnelles, il
« serait le lieu où l'on cause. Il serait un instrument
« de pénétration sociale ».

« Nous rêvons de faire du Foyer un agent efficace
« de la lutte contre les fléaux sociaux, qui menacent
« la race : alcoolisme, immoralité, néomalthusia-
« nisme, tuberculose. Nous le voulons si attrayant,
« si familial, qu'il puisse être tout à la fois un se-
« meur de joie, de bien-être, et un inspirateur de
« force, de courage et de devoir. Nous voulons qu'il
« puisse aider efficacement les gens de bonne vo-
« lonté qui aspirent à monter dans l'échelle morale
« et réveiller chez les faibles les énergies latentes
« ou atrophiées. Nous voulons donner une place
« légitime et largement mesurée aux sports et aux
« exercices physiques de toutes sortes qui, en favo-
« risant le développement sain et normal de l'être
« physique, luttent efficacement contre tous les élé-
« ments destructeurs qui le menacent ».

« Nous rêvons de faire du Foyer un centre d'édu-
« cation populaire, d'y développer le goût des lec-
« tures qui ouvrent l'esprit et font réfléchir, de cul-
« tiver l'intelligence et le bon sens, d'élargir l'hori-
« zon intellectuel ».

Et dans notre région, à Lyon même, nous avons
pu voir quels services rendait le Foyer civil. A une

conférence faite par un maître de l'Université, la salle du Foyer située cours de Verdun, était trop petite, car il y a là tout un programme d'action. Conférences sur des sujets d'ordre social, médical, littéraire, etc... ; tous les soirs, la salle de réunion est ouverte ; des sports sont organisés les jours fériés, etc., etc.

Il faut souhaiter, souhaiter vivement comme le disait le Maire de Lyon le jour où la Direction des Foyers de l'Union Franco-Américaine, l'avait invité avec les notabilités lyonnaises à visiter ses établissements, de voir se développer l'ouverture des foyers civils dans les grands quartiers industriels de notre ville.

Enfin, et en dernier lieu, les loisirs de la loi de huit heures doivent être aussi employés à parfaire l'éducation professionnelle.

La profession est l'organisme social qui, après la famille, encercle le plus l'individu qui vit de sa profession et qui doit l'aimer.

Au sortir d'une guerre qui a atteint si durement la France, la qualité de l'ouvrier doit suppléer à la quantité, et c'est l'habileté professionnelle qu'il convient de développer au maximum. L'instruction professionnelle doit atteindre le jeune ouvrier d'abord avant sa rentrée à l'atelier, mais elle doit ensuite atteindre l'ouvrier lui-même qui a besoin de perfectionner son instruction technique.

Ici, l'action de la loi, quoique tardive, s'est manifestée et semble se manifester d'une façon efficace. La loi du 25 juillet 1919 en instituant l'enseigne-

ment technique obligatoire, oblige en effet, tous les patrons, industriels ou commerçants, à déclarer à la mairie les noms de tous les employés ou ouvriers, jeunes gens ou jeunes filles de moins de 18 ans. Ces derniers sont astreints à suivre des cours professionnels d'enseignement technique ou d'apprentissage tels que la loi les organise et les patrons sont tenus de s'assurer de leur assiduité aux cours. Des amendes sont prévues contre tout contrevenant à ces dispositions.

Il semble bien qu'il n'y ait que des avantages à attendre de cette loi quand elle sortira son plein et entier effet. Elle se complétera par une loi indispensable sur l'apprentissage comme l'organise le projet de loi Verlot.

Au surplus, le premier dégrossissement qui doit conduire l'ouvrier au progrès technique doit lui être donné à l'atelier, par le patron, ou mieux par l'ingénieur qui devient l'instructeur de son personnel. C'est ce qu'ont compris un grand nombre d'industriels, qui ont créé, dans leurs usines, de véritables écoles d'apprentissage où le jeune apprenti reçoit, sous l'enseignement des ingénieurs ou chefs d'ateliers, une instruction technique matérielle adaptée à sa profession future (1) et complétée par des cours théoriques.

(1) A Lyon, l'école d'apprentis créée par la Société des Etablissements MALJOURNAL et BOURRON, est un modèle du genre. Outre l'enseignement technique et théorique, le déve-

Lutter contre l'alcoolisme en soustrayant l'ouvrier aux influences du cabaret par la création de bibliothèques, de conférences, de jardins ouvriers, etc..., est une œuvre sociale qui doit se compléter : il faut soustraire aussi l'apprenti et le jeune ouvrier à ces tentations néfastes, par la création de sociétés de jeux, sociétés sportives, patronages, etc..., qui, par des sorties champêtres, des parties de football ou autres, attirent le jeune ouvrier, le développent physiquement en l'amusant.

La loi de huit heures n'est pas seulement une loi du travail : parce qu'elle a une portée sociale considérable, elle dépasse les cadres de l'industrie ; c'est pourquoi elle ne peut lui faire rendre au point de vue social, son plein effet qu'en faisant appel à la conscience de ceux à qui elle est appliquée. Même au point de vue industriel pur, il faut faire appel à la conscience de l'ouvrier pour la bonne utilisation des huit heures de travail effectif ou des heures de dérogation ; il en est de même au point de vue social : il faut toujours faire appel à la conscience de l'ouvrier, contre l'oisiveté, contre l'alcoolisme, pour sa perfection civique et professionnelle. C'est là

loppement physique retient toute l'attention : des séances de gymnastique et de culture physique ont lieu régulièrement.

A Lyon également, la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône subventionne d'une somme annuelle de 50.000 francs, la Société d'Enseignement Professionnel du Rhône pour le fonctionnement de cours d'apprentis, professés aux apprentis de ses adhérents, et spécialement pour eux.

toute la portée morale de la loi de huit heures : par une action de tous les instants, le patron doit s'employer à lui faire, à tous points, produire tous ses effets : ce sera faire œuvre de paix et de rapprochement social.

CHAPITRE VI

La Loi de huit heures et son application dans la Métallurgie

§ I. — LE DÉCRET DU 9 AOUT 1920. — COMMENTAIRE

On imagine aisément les catastrophes que provoquerait dans une usine moderne celui qui s'amuserait à manier au hasard les appareils de distribution coupant les courants électriques, fermant les vannes, etc. En quelques minutes, l'installation la plus parfaite et la mieux ordonnée serait anéantie dans un chaos informe.

Le désastre ne s'arrêterait pas là : des usines d'alentour, d'autres installations seraient atteintes et le seul geste d'un inconscient aurait ainsi semé à la ronde le désastre et la ruine.

Dès l'apparition de la loi de huit heures, on a comparé ainsi le geste du législateur, troublant d'un seul coup en un moment déjà troublé, l'organisation industrielle, à ce geste de l'inconscient supposé.

Un grand nombre d'industriels s'étaient demandé, en effet, si l'obligation de la loi de huit heures ne constituerait pas une « erreur économique » (1) à l'heure où les termes des problèmes économiques se posaient de la façon suivante :

Augmenter la production française avec quinze cent mille producteurs en moins.

Faire baisser le prix de la vie tout en réduisant la durée du travail et en augmentant la rémunération des travailleurs.

Nous avons montré précédemment comment la loi de huit heures mise en pratique n'avait pas donné *de plano* les résultats économiques qu'on en attendait, et l'on a pu craindre en effet que ce fut commettre là une erreur économique très grave.

Les syndicats ouvriers demandèrent immédiatement la publication des règlements d'administration publique. En ce qui concerne les industries métallurgiques, et conformément à la loi du 23 avril 1919, un avant-projet de règlement avait été étudié par la Fédération des Métaux et l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, en tenant compte des accords intersyndicaux existants. Mais jusqu'à la réglementation légale, les ouvriers interprétant strictement les termes de la loi, refusaient toutes dérogations temporaires, bien qu'elles fussent prévues. La diminution de la production, certaine dans les proportions que nous avons indiquées précédem-

(1) Texte de la déclaration patronale à la Commission des traités internationaux du travail, V. plus haut.

ment, faisait au contraire réclamer impérieusement ces dérogations.

Les échos s'en firent entendre jusqu'au Parlement, où le 18 mai 1920, au lendemain d'un essai de grève générale, M. Baudry d'Asson, député, déposait une résolution « invitant le Gouvernement à étudier sans retard le problème de la production, de telle façon que, sans porter atteinte au principe de la loi de huit heures, cette loi soit complétée par la reconnaissance de dérogations générales nécessaires, de telle façon que la réduction ne soit opérée que progressivement, par paliers, en tenant compte des besoins des diverses branches d'industries et dans la mesure où la réforme ne portera pas préjudice à la production ».

Un mois plus tard, le lieutenant-colonel Josse, député, et cent huit de ses collègues, déposaient une résolution « invitant le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour améliorer la situation économique, financière et sociale du pays, par une forte augmentation de la production générale et à autoriser dans ce but toutes les dérogations à la journée de huit heures réclamée par les patrons et les ouvriers ».

Comme on le voit, le principe de la loi de huit heures n'est nullement en cause : la réforme des huit heures votée par les patrons, a été appliquée de bonne foi par eux ; mais ouvriers en grand nombre, et patrons en totalité, se rendant compte des bouleversements économiques causés par la diminution de la production réclamaient les dérogations néces-

saires à la vie économique, en attendant de revenir à un régime de production normale.

Le résultat de ces manifestations parlementaires, comme de celles d'une partie de l'opinion publique, fut le décret du 9 août 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la journée de huit heures, dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

Après avoir énuméré dans son article premier les industries auxquelles s'applique la réglementation, l'article 2 du décret fixe deux modes de répartition des heures de travail, savoir : huit heures de travail par jour ouvrable — ou quarante-huit heures inégalement réparties dans la semaine, avec maximum de neuf heures par jour permettant le repos de l'après-midi du samedi.

Toute autre répartition du travail est subordonnée à autorisation ministérielle permettant d'autres régimes, basés sur des périodes de temps différentes. Ces régimes seront établis après consultation des organisations patronales et ouvrières, à la condition que la durée de la journée de travail ne dépasse pas dix heures.

Il est à remarquer que cette répartition est alors entourée de garanties spéciales : ces autorisations ne doivent être données que par arrêtés ministériels, pris après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant là où il en existe, aux accords intervenus entre elles. Ces arrêtés ministériels doivent être pris pour chaque établissement demandant à user de cette répartition. Si le régime

est demandé pour toute une région, l'autorisation s'obtient par décret d'administration publique.

Le mot « organisation » revient souvent dans le texte du décret et il semble qu'il faille bien en préciser le sens, pour éviter qu'on lui donne des interprétations différentes. Certaines organisations ouvrières ne manquèrent pas, en effet, et ne manqueront pas encore de soutenir que ce mot ne doit s'entendre que des syndicats professionnels légalement constitués sous la forme de la loi de 1884.

Tel n'est pas notre avis ; nous estimons que ce mot a un sens beaucoup plus large.

Et d'abord, la loi sur la journée de huit heures, est autant, nous l'avons vu, une loi d'apaisement et de concorde sociale qu'une loi industrielle : cet apaisement ne peut être obtenu qu'en donnant au texte qui la régit toute l'extension désirable.

D'autre part, en nous reportant aux travaux préparatoires de la loi de 1901 et aux explications données à l'époque par Waldeck-Rousseau (1), nous estimons que le caractère professionnel défensif des intérêts généraux doit être accordé à toute association sous la forme de la loi de 1901, et par suite que semblable association, constitue sans nul doute une « organisation » au sens du décret du 9 août 1920.

Nous étendons davantage encore le sens de ce mot en présence de la loi du 25 mars 1919 sur les conventions collectives de travail. L'art. 31 de cette loi

(1) V. P. PIC. — Traité de Législation industrielle, 4^e édition, p. 268 et suiv.

précise, en effet, que la convention collective est un contrat conclu entre les représentants d'un syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employeurs, ou plusieurs employeurs contractant à titre personnel, ou même un seul employeur.

Nous en concluons qu'un groupement quelconque qui a capacité d'être partie à une convention collective, constitue une organisation patronale ou ouvrière.

Aussi estimons-nous qu'il est absolument conforme à l'esprit de la loi d'entendre par « organisations patronales et ouvrières » non seulement les syndicats professionnels constitués d'après la loi de 1884, mais tous les groupements quels qu'ils soient, légaux ou simplement de fait, associations constituées d'après la loi de 1901, délégués d'ateliers, personnel ouvrier d'un établissement, et en dernière analyse, le chef d'établissement lui-même.

Les articles 3, 5 et 6 sont ceux qui intéressent le plus directement la production.

L'article 3 détermine dans quelles conditions peut s'effectuer la récupération des heures perdues en cas d'interruption collective de travail résultant soit de causes accidentelles ou de force majeure, soit de jours fériés ou événements locaux.

L'interruption du travail dans une partie seulement de l'établissement, à la condition qu'elle affecte la totalité du personnel occupé dans cette partie de l'établissement, constitue une interruption collective et donne lieu à récupération. Le règlement énumère ensuite quels sont les cas d'interruption col-

lective donnant lieu à récupération. Rentrent dans cette catégorie : les accidents survenus au matériel, l'interruption de force motrice, sinistres. Des délais différents sont prévus pour effectuer la récupération, suivant que l'interruption porte sur une journée, une semaine, ou plus d'une semaine.

Dans ce dernier cas, la récupération ne peut s'opérer qu'après l'autorisation de l'Inspecteur du Travail, donnée après consultation des organisations ouvrières et patronales intéressées. Enfin, la récupération des heures perdues est également prévue pour cause de jours fériés ou d'événements locaux, avec la seule autorisation de l'Inspecteur du Travail ; de même, pour cause de morte-saison dans les industries de la construction et de la réparation des machines agricoles et dans les industries soumises aux intempéries ou à des morte-saisons, les modalités de récupération doivent être établies après consultation des organisations patronales et ouvrières.

A noter que pour récupérer les heures perdues par suite de jours fériés ou événements locaux, rien ne s'oppose à ce que l'autorisation de l'Inspecteur du Travail soit demandée pour toute l'année par exemple, pour tous ceux de ces chômages dont les dates sont connues.

Les dispositions qui visent à ne pas amoindrir la production et qui sont l'écho des réclamations qu'a fait naître la loi sont contenues dans le chapitre des dérogations prévues par les articles 5 et 6.

Ces dérogations sont de deux sortes :

Dérogations permanentes ;

Déroations temporaires.

Les déroations permanentes sont celles applicables à certains travaux d'une nature spéciale dans chaque industrie, et suivant la profession, comme par exemple le travail du personnel de maîtrise, des surveillants, gardiens, personnel de fonderie...

Ces déroations sont limitativement énumérées dans l'art. 5, avec fixation de la durée de la prolongation de travail au-delà de la durée normale, suivant chaque catégorie.

Elles sont de droit et leur usage n'est subordonné à aucune autorisation et n'exige aucun accord préalable avec le personnel ou les organisations ouvrières.

Les déroations temporaires sont celles accordées par suite de travaux spéciaux et impossibles à prévoir en temps normal.

L'article 6 précise que la durée du travail pourra être prolongée :

En cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents ;

En cas de travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale, ou d'un service public ;

En cas de travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail) et, pour ce dernier cas, le décret prévoit une déroation de 100 heures par an, auxquelles pourront s'ajouter 50 heures (100 heures pour les années 1920-21-22), si les travaux exécutés le sont dans l'in-

térêt national. Mais, en aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

Le bénéfice des dérogations permanentes, dit l'art. 7, est acquis de plein droit au chef d'établissement, à condition de communiquer préalablement à l'Inspecteur du Travail son horaire.

Il n'en est pas de même pour les dérogations temporaires : pour celles-ci l'industriel a certaines formalités à accomplir qui se résument comme suit :

L'industriel doit aviser l'Inspecteur du Travail :

1° Pour la récupération des heures perdues par suite de causes accidentelles ou de force majeure, lorsque l'interruption collective ne dépasse pas une semaine ;

2° Pour les heures supplémentaires effectuées par suite de travaux urgents, ou surcroît de travail.

Mais pour toutes les autres modalités, la récupération des heures perdues ou les dérogations, ne sont permises qu'après autorisation.

Enfin, il faut que chaque demande d'autorisation ou chaque transmission d'avis indique la nature et la cause de la dérogation demandée ou de la récupération sollicitée.

En dehors de ces formalités pour chaque cas particulier, une formalité indispensable est prescrite par l'article 4 : dans tous les cas l'horaire de travail prévu doit être transmis préalablement à l'Inspecteur du Travail, et toute modification qui y est apportée doit faire l'objet d'une nouvelle communication préalable, ce qui revient à dire que dans tous les cas où une nouvelle modification, si petite soit-

elle, est apportée à l'horaire originaire, cette modification doit faire l'objet d'un nouvel horaire qui doit être communiqué à l'Inspecteur du Travail.

Ces diverses dispositions permettront ainsi heureusement à l'industriel de pouvoir faire, comme il le réclamait dès l'origine, des heures supplémentaires, si toutefois son personnel y consent. Si, en effet, ces dérogations sont de droit, il n'en reste pas moins vrai que l'employeur n'a aucun moyen de les imposer à son personnel, quand ce dernier se refusera à travailler plus longtemps.

Et ici se pose la question des sanctions mises à la disposition de la loi.

Jusqu'à l'apparition du décret du 9 août 1920, tout ouvrier pouvait, légalement, refuser de faire toute heure au-delà de huit heures par jour, ou de quarante-huit heures par semaine.

Il n'en est plus de même, croyons-nous, depuis le décret du 9 août, et c'est là un point important.

La loi, ou plutôt le décret du 9 août, précise que la durée du travail est de huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine, mais cette durée peut être prolongée en vertu des dérogations permanentes prévues par l'art. 5 pour certains genres de travaux, et des heures supplémentaires prévues dans des cas particuliers, tels qu'ils sont énumérés à l'art. 6 : travaux pour prévenir des accidents immédiats — travaux exécutés dans l'intérêt national — surcroît de travail nécessitant l'exécution de travaux urgents.

Le contrat de travail intervient donc sur ces bases,

et l'ouvrier, en contractant son embauchage au service d'un employeur sait qu'il s'engage à faire huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine et, en outre, éventuellement, à faire des heures supplémentaires suivant les cas prévus.

Si donc, l'ouvrier ne consentait pas à faire ces heures supplémentaires dans le cas où elles sont légalement accordées, nous estimons que les clauses du contrat de travail ne seraient pas exécutées et que ce serait là un motif de rupture du contrat de travail, comme infraction aux dispositions légales, conformément au droit commun.

A l'égard de l'employeur, pour les infractions aux dispositions de la loi, il est du plus haut intérêt de remarquer que ces infractions sont du ressort de la police correctionnelle.

L'article 158 du livre II du Code du travail — titre IV — précise que les dispositions du présent chapitre s'appliquent à toutes les infractions au présent livre et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution « *pour lesquelles des dispositions spéciales ne sont pas prévues dans la section du chapitre II* ».

Précisément le chapitre II, dans son article 165, prévoit des dispositions spéciales et punit d'une amende de 5 à 100 francs « tout chef d'établissement qui contrevient aux dispositions des articles 6 à 8 et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de ces articles ».

Or, les articles 6 à 8 sont ceux modifiés par la loi du 23 avril 1919, ce qui revient à dire que *toutes les*

infractions, de quelque nature qu'elles soient, à la loi de huit heures et au règlement d'administration publique qui en fixe pour une industrie déterminée les modalités d'application, ressortissent du tribunal correctionnel. L'amende prévue est, en effet, de 5 à 100 francs, et c'est le taux maximum de l'amende, et non l'infraction elle-même, qui détermine la nature de la peine et la juridiction appelée à statuer (1).

L'industriel qui enfreint une disposition de la loi ou qui ne se conforme pas aux dispositions réglementaires peut donc, à la suite d'un procès-verbal dressé par l'inspection du travail, être cité en police correctionnelle.

Ces sanctions ne paraissent pas complètement justifiées, et nécessiter un régime spécial autre que celui de l'article 158 du Code du travail.

Par une circulaire du 11 septembre 1920, le Ministre du Travail attirait déjà l'attention des inspecteurs du travail sur ce sujet. Il demandait de consulter les organisations intéressées ouvrières et patronales sur la question de savoir si le régime des pénalités à appliquer aux infractions de la loi du 23 avril 1919 et aux règlements d'administration publique devait être le régime général des articles 158 et suivants ou le régime spécial des articles 165 et 166.

Dans l'intérêt même de l'application de la loi, nous pensons qu'il y aurait intérêt à faire rentrer ces infractions dans le régime général de l'article 158

(1) V. GARRAUD. — *Précis de droit criminel*, 12^e édition.

dans un but d'unification et en raison de la simplicité et de la rapidité de la procédure de simple police.

Enfin, une difficulté pratique peut naître sur le point de savoir comment s'applique le bénéfice des dérogations prévues à l'alinéa 3 de l'article 6 (crédit de 100 heures supplémentaires pouvant aller jusqu'à 200 heures jusqu'en 1922).

Remarquons tout d'abord que dès l'article 1^{er} il est spécifié que « les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent, etc... » L'article 2 permet de même des régimes différents de travail « par parties d'établissements » et l'article 4 exige de même un horaire de travail par « partie d'établissement » s'il diffère de l'horaire général.

Il semble donc bien établi qu'une partie seulement d'un établissement peut bénéficier du crédit supplémentaire de 100 heures sans que ce crédit soit en même temps, et de ce fait, absorbé par les ouvriers des autres parties. Cette interprétation ne souffre aucune difficulté quand un établissement industriel est composé d'ateliers bien séparés et nettement caractérisés : par exemple, un établissement de constructions mécaniques comprenant un atelier de forge, un atelier de menuiserie, un atelier de tournage, séparés les uns des autres. Chacun de ces ateliers a à sa disposition un crédit de 100 heures.

Mais il n'en est plus de même quand les ateliers forment un tout, bien qu'occupant des ouvriers dont les travaux sont bien définis et nettement différents.

Dans ce cas, la difficulté augmente encore en présence des termes de l'article 6, qui spécifie que la durée du travail peut être prolongée pour :

- 1° Travaux urgents ;
- 2° Travaux causés par surcroît de travail.
- 3° Travaux d'intérêt national.

Le terme « travaux » employé ainsi à trois reprises différentes, indique sans aucun doute que les dérogations sont inhérentes à la nature des travaux exécutés.

Or, si l'on prend comme exemple une usine de constructions automobiles, il arrive que l'atelier de montage des châssis et l'atelier de menuiserie sont réunis sous le même hall : la pratique a révélé que les ouvriers monteurs pouvaient avoir à faire des heures supplémentaires, alors que les ouvriers menuisiers n'en avaient nullement besoin.

Est-ce que pratiquement les heures faites par les monteurs supprimeront jusqu'à la quantité épuisée le crédit des heures supplémentaires à la disposition des autres ouvriers ?

Ce serait là, en cas d'affirmatif, aller à l'encontre du résultat visé par la loi.

En examinant attentivement le décret du 9 août 1920 dans ses termes, nous en concluons que les mots « parties d'établissements » doivent s'entendre de la façon la plus large et s'appliquer non seulement aux « parties d'établissements » constituées par des ateliers bien séparés les uns des autres, mais dans ces ateliers mêmes aux ouvriers occupés aux travaux du même genre et qui constituent, à pro-

prement parler, une partie caractérisée et distincte de l'atelier. Il est, en effet, courant dans la pratique industrielle que parmi les ouvriers d'un même atelier, une catégorie d'ouvriers seulement ait des travaux urgents à exécuter ; le crédit de 100 heures doit s'appliquer à cette catégorie d'ouvriers seulement, sans qu'il affecte les autres ouvriers occupés dans le reste de l'atelier, qui pourront, le cas échéant, bénéficier de ce crédit de 100 heures.

Peu importe, d'ailleurs, à notre avis, le nombre des ouvriers ainsi touchés : une équipe de cinq ou six hommes occupés à un travail bien déterminé et spécial doit être considéré comme une partie d'atelier ; en fait, il en est toujours ainsi dans la construction mécanique et la chaudronnerie.

Enfin, sans considérer même ce qui peut constituer une partie d'établissements, l'article 1^{er} de la loi du 23 avril 1919, précisant que « la durée du travail effectif des *ouvriers et employés*... » semble bien indiquer que les dérogations à cette durée légale s'appliquent à ces ouvriers et employés, considérés individuellement.

Notre thèse trouve encore sa confirmation dans les déclarations du rapporteur à la Commission du travail devant laquelle M. J. Godart déclarait que « la loi n'entend pas exclure tout autre aménagement dans le mois, même dans l'année, du *compte individuel* maximum légal d'heures de travail ».

Ce maximum légal s'applique donc à chaque individu.

Cette interprétation n'empêche pas, comme il

nous a été objecté, le contrôle de l'inspection du travail, puisque l'horaire de travail doit préalablement être communiqué à l'inspecteur. Dans le cas où les dérogations ne porteraient que sur une équipe par exemple, la déclaration à adresser à l'inspecteur doit, aux termes de l'article 7, indiquer le *nombre d'ouvriers* pour lesquels la durée du travail sera prolongée.

N'est-ce pas là encore un argument de plus en faveur de l'interprétation large qui est la nôtre.

CONCLUSIONS

Telle qu'elle est, cette loi ou plutôt le décret du 9 août 1920 qui en fixe les conditions d'application, doit donner satisfaction au patronat et permettra, si elle est franchement appliquée, de relever la production. Si l'on remarque, en effet : d'une part, qu'elle permet de récupérer les heures perdues par suite des jours fériés ou d'événements locaux ; d'autre part, de faire (au moins jusqu'en 1922) 200 heures supplémentaires maxima par an, on peut dire que c'est un total de 250 heures qui est attribué.

En fait, il semble que ces dérogations soient suffisantes. En effet, dans nombre d'établissements, et c'est la presque totalité en France, l'usage de la semaine anglaise s'est rapidement généralisé. L'horaire pratiqué comporte généralement neuf heures par jour, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre heures le samedi matin, avec huit heures le lundi où l'heure de rentrée a lieu une heure plus tard.

Or, comme le travail ne doit en aucun cas dépasser dix heures par jour, il semble *a priori* presque impossible à l'industriel de récupérer complètement les heures perdues et de profiter d'une façon absolue des dérogations puisqu'il ne pourra, en fait, ne prolonger la journée de travail que d'une heure par jour, car il semble matériellement impossible — et il pourrait être dangereux au point de vue social — de faire renoncer par l'ouvrier au repos du samedi après-midi là où il y est habitué.

Le législateur a donc donné satisfaction aux aspirations, parfaitement légitimes d'ailleurs, des patrons. Si la loi de huit heures, appliquée brutalement était inopportune dans son application en avril 1919, le principe en était excellent.

La diminution de la journée de travail, en permettant plus de repos et de loisir à l'ouvrier, en lui permettant une hygiène meilleure, est désirable, à condition qu'elle n'aggrave pas la situation économique du pays par le ralentissement de la production.

Si, comme dans le cas présent, puisque la loi de huit heures est complétée par un règlement d'administration publique, on apporte des correctifs et qu'une disposition législative permette de travailler davantage quand il en est besoin, la loi doit donner de bons résultats. Le progrès aidant, le machinisme doit remplacer le travail humain et c'est là un degré de perfectionnement du travail industriel.

Mais pour donner son plein rendement, il faut que la loi soit appliquée franchement et avec bonne

volonté. De la part du patronat français, nous avons vu que l'application loyale en fut poursuivie immédiatement. Il n'en a pas été de même du côté des organisations ouvrières.

Actuellement encore, des résistances se manifestent contre les dérogations. Cependant, étant données les discussions dans certains groupements ouvriers, il est permis d'espérer que les syndicalistes reviendront à une notion plus saine des événements économiques, et qu'à l'heure où le malaise financier et la vie chère pèsent lourdement sur le pays, ils comprendront que l'heure n'est pas à entraver l'application de ces dérogations, mais que l'heure est au travail pour produire et relever la situation économique.

* * *

Au cours des pages précédentes, nous avons essayé de dégager les conséquences économiques de la loi de huit heures : il peut en résulter un mieux-être social, mais ne faudrait-il pas dire qu'appliquée en France prématurément et isolément, elle a été et est encore une des causes principales de la crise — que les lois économiques faisaient prévoir inévitable — que nous subissons aujourd'hui (1), crise qui n'est d'ailleurs que la conséquence d'une crise plus grave née au lendemain de la promulgation de la loi de huit heures : une crise de travail.

(1) Décembre 1920.

L'heure est au travail disions-nous tout à l'heure : c'est que le travail seul est créateur de richesse et que tout sort de lui. Tout se tient dans l'ordre économique, nous l'avons vu plus haut : en créant d'un côté, moins de travail ou moins de production, d'un autre côté en élevant le taux du salaire horaire, la loi de huit heures créait une augmentation du coût de la vie qui ne pouvait aller qu'en s'accroissant.

Il en résultait une pénurie générale, aggravée par la spéculation, qui raréfiait les stocks : les ouvriers en réclamant la journée de huit heures, à une époque où la production non seulement nationale, mais mondiale, diminuait, ont aggravé les conséquences de la crise dont ils sont aujourd'hui en partie victimes.

Le jour où les ouvriers connaîtront exactement la nature de leurs droits, qui à l'égard des salaires, sont réglés par les lois économiques, ils sauront qu'ils ne sont pas libres de fixer leur pouvoir d'achat.

La crise s'atténuera : du mal sortira le remède : le jour où la loi sera appliquée d'une façon internationale, et respectée, notre pays ne sera plus en état d'infériorité à l'origine. Et ce jour-là, si les ouvriers se libèrent d'un syndicalisme politique dangereux et vain, comprennent leur devoir professionnel, et essayent une collaboration étroite avec le patronat pour l'application de la loi de huit heures, nul doute que la réforme ne pourra produire que de bons résultats.

Le 2 juin 1920, le Ministre du Travail déclarait à la Chambre des Députés : « Il faut que la loi soit

loyalement appliquée, et par les industriels et par les ouvriers : aux premiers, je demande de s'adapter à la législation nouvelle. Aux ouvriers, je demande de se prêter avec une égale loyauté aux facultés de récupération et de dérogation que la loi a prévues ».

Patrons et ouvriers français ont appliqué la loi : il ne faut pas que la France soit victime de sa bonne volonté et de son désintéressement. Conformément aux conventions arrêtées à Washington, il faut que la loi de huit heures soit adoptée par tous les pays et que nous ne soyons pas les seuls à l'appliquer : le Bureau International du Travail, qui est l'organe exécutif des décisions de la Conférence de Washington, doit veiller à l'exécution de ces décisions.

S'il en était autrement, dans l'intérêt même de nos industries nationales, pour la reconstitution de nos pays dévastés, pour notre relèvement économique et pour éviter notre ruine, la France, en face des autres nations qui n'appliquent pas la loi de huit heures (1), devrait revenir au régime antérieur à la loi du 22 avril 1919.

Quoiqu'il en soit, l'effort fait par le législateur français témoigne d'un large esprit social : ce sera ainsi l'honneur de la III^e République d'avoir poursuivi l'amélioration de la législation sociale industrielle et d'avoir fait aboutir cette fameuse réforme des huit heures, complétant l'œuvre entreprise de-

(1) V. plus haut, p. 48, l'état de législation internationale au point de vue de la ratification des conventions de Washington.

puis de longues années et qui doit se continuer par l'œuvre de paix sociale que nos Morts de la Grande Guerre nous ont préparée, par une collaboration toujours plus étroite des éléments du capital et du travail.

Vu :

Le Président de Thèse,
Lyon, 13 janvier 1921.

P. PIC.

Vu :

Lyon, le 15 janvier 1921.

Le Doyen,

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 17 janvier 1921

Le Recteur d'Académie,

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université.

L. JOSSERAND.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

	Pages
LA LOI DE HUIT HEURES ET SES ANTÉCÉDENTS.....	5
1° Historique	7
2° Les Conventions internationales de travail.....	18
3° La Loi du 23 avril 1919. Commentaire.....	22

CHAPITRE II

LA LOI DE HUIT HEURES AU POINT DE VUE INTERNATIONAL.	
1° Les Données du problème.....	31
2° Revue de législation étrangère.....	35

CHAPITRE III

LA LOI DE HUIT HEURES ET LA PRODUCTION.....	61
1° Les Eléments de la production.....	61
2° Les Grèves lyonnaises de février-mars 1920...	71
3° Les Résultats sur la production.....	78

CHAPITRE IV

LA LOI DE HUIT HEURES ET SON INFLUENCE SUR LES SALAIRES	89
--	----

CHAPITRE V

	Pages
LA LOI DE HUIT HEURES ET L'UTILISATION DES LOISIRS DE L'OUVRIER.....	401
1° Le Caractère social de la loi de huit heures..	401
2° Les Réalisations pratiques : la lutte contre l'al- coolisme, le logement ouvrier, l'apprentis- sage	406

CHAPITRE VI

LA LOI DE HUIT HEURES ET SON APPLICATION DANS LA MÉTALLURGIE	419
1° Le Décret du 9 août : Commentaire.....	419
2° Conclusions	435

BIBLIOGRAPHIE

- F. BAYLE. — *Les Salaires et la Richesse nationale* (Dunod et Cie), p. 42 et suiv. passim.
- J. CAVAILLÉ. — *La Journée de huit heures* (Rivière et Cie), passim.
- P. GARRAUD. — *Précis de droit criminel*.
- J. GODART. — *Les Clauses du travail dans le Traité de Versailles* (Dunod et Cie), p. 17 et suiv.
- P. PIC. — *Traité de Législation industrielle : Les Lois ouvrières* (Rousseau et Cie), 4^e édit., p. 107 et suiv., 242 et suiv.
- E. ROMANET. — *Institutions sociales fondées à Grenoble en faveur des travailleurs*, édité par la *Chronique sociale de France*.
- Em. SAUTTER. — *Les Foyers du Soldat de l'U.F.A.* (Hachette et Cie), p. 256 et suiv.
- Semaine Sociale de France*. — XI^e session. Metz 1919, p. 193 et suiv.
- G. VALOIS. — *L'Economie nouvelle* (Nouvelle librairie nationale), p. 302 et suiv.
- Ed. VILLEY. — *La Question des Salaires ou la Question sociale* (Larose et Tenin), p. 136 et suiv.
-

Travaux préparatoires de la loi du 23 avril 1919, édition du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Revues et Périodiques.

Bulletin du Ministère du Travail : Année 1920, passim., n^{os} d'août-septembre-octobre 1920, p. 402 et suiv.

Bulletin Officiel de la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône : Année 1920, passim.

Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale, novembre-décembre 1916.

Economiste Français. — Notamment n^{os} 30 et 51, de 1920.

Organisation et Production, organe de l'A.I.C.A., de Lyon, n^o 21 de 1920, p. 315 et suiv.

Revue mensuelle des questions sociales et ouvrières, de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, 1920, n^o 10.

Revue Bleue. — 4-11 octobre 1919, n^o 19 : *La Journée de huit heures*, par P. PIC.

Revue d'Economie Politique, juillet-août 1919, p. 455.

Presse.

Les nombreux articles de la presse quotidienne et notamment :

La Journée Industrielle.

L'Information ouvrière et sociale.

